Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°34

avril-juin 2024

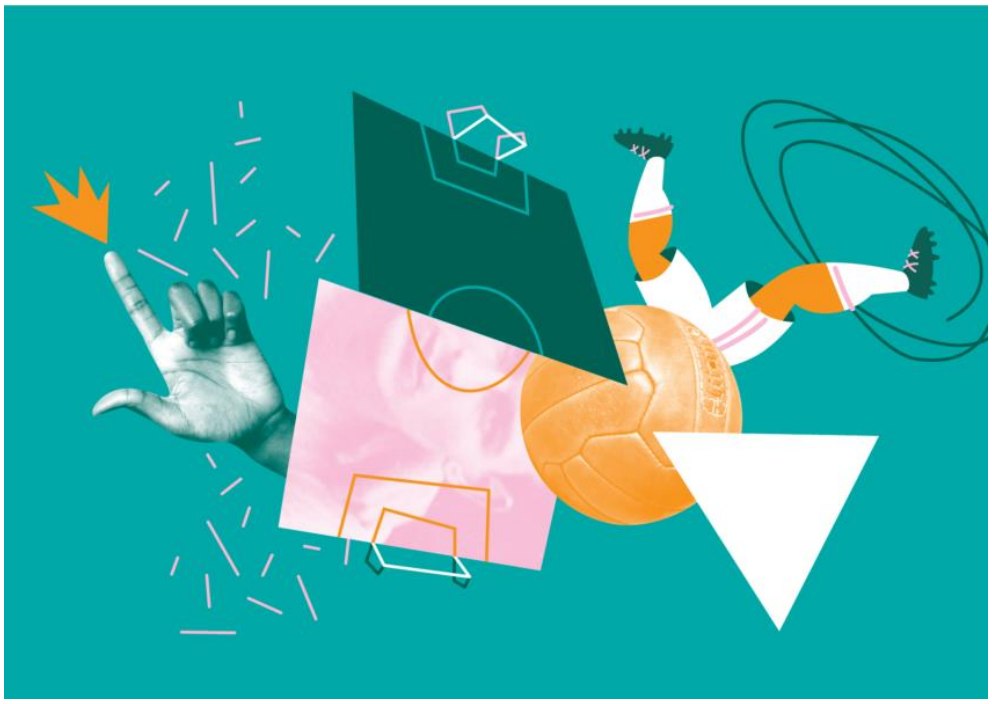
Antifascisme, antiracisme

Table des matières

Rino Della Negra, résistant et footballeur 3
Missak Manouchian au Panthéon : dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, les FTP-MOI dénoncent leur éviction de la cérémonie et ses raisons 9
Au temps où la démocratie américaine organisait le terrorisme racial 12
À propos de la réunion sur l'extrême droite le 21 février 2024 à la Cité Miroir 19
Comment l'extrême droite laboure la campagne 24
Quand Israël sacrifiait un héros 29
Les Allemands luttent contre l'extrême droite, nous devons faire front avec eux 32
La Mezza Lyon : groupe de hooligans néonazis en procès et menacé de dissolution 34
Antisémitisme. L'extrême droite blanchie par son soutien à Israël 36

Rino Della Negra, résistant et footballeur

Le célèbre groupe Manouchian (FTP-MOI), diabolisé par l'Affiche rouge, a compté dans ses rangs un courageux jeune ouvrier italo-français. Son parcours évoque l'immigration, l'antifascisme, le football populaire et la Résistance. Retour sur un talentueux sportif, fusillé à 20 ans.



Jean Vigreux est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne Franche-Comté. Ses domaines de recherche touchent à l'histoire de la Résistance et des gauches. Il dirige aussi des séminaires sur l'histoire des communismes avec la Fondation Gabriel Péri (en ligne).

Adrian Thomas est un historien du syndicalisme belge et collabore souvent au dictionnaire du mouvement ouvrier (*Le Maitron*) et au CArCoB. Il a publié « Robert Dussart, une histoire ouvrière des ACEC de Charleroi » (Aden), distingué par le Prix CArCoB 2021.

Adrian Thomas. Beaucoup de livres et de films ont déjà abordé le groupe Manouchian, du nom de son chef emblématique. Pourquoi Dimitri Manessis et vous-même vous êtes-vous penchés sur le cas de Rino Della Negra[1] ? Qu'a-t-il de spécial ?

Jean Vigreux : D'abord, c'est un profil intéressant parmi les Francs-tireurs et partisans (FTP), bras armé de la résistance communiste française sous l'Occupation, et parmi ses réseaux de la Main-d'œuvre immigrée (MOI). Les FTP-MOI, notamment parisiens, regroupaient des détachements de résistants par affinité linguistique ou d'origine. On connaît bien les résistants juifs des FTP-MOI, mais assez peu son détachement italien. Ensuite, j'en ai eu l'idée quand Dimitri Manessis est venu à un séminaire universitaire avec une écharpe de la « tribune Rino Della Negra » des supporters du club mythique du Red Star du stade Bauer à Saint-Ouen, en banlieue parisienne. J'avais déjà entendu vaguement parler du personnage, mais sans plus, et j'ai demandé à Dimitri de m'en dire davantage. On a constaté qu'on ne savait au final pas grand-chose de lui et qu'il y a aussi quelques erreurs qui circulaient à son propos. Je lui ai donc proposé d'écrire ensemble une petite biographie. Nous voulions rendre justice à un jeune immigré, ouvrier en usine dès ses 14 ans, et qui a été fusillé à 20 ans. Il s'agissait également de comprendre comment un club de supporters d'une équipe de football populaire s'est emparée de sa mémoire et l'a transmise. C'était une manière de contribuer à l'histoire sociale et politique, vue par le bas, de l'immigration italienne en France. Enfin, dans le contexte actuel de progression de l'extrême droite, nous voulions montrer la signification de l'antifascisme d'alors et de ce milieu. D'autant plus qu'avec Rino Della Negra, c'est un engagement à la vie à la mort.

Bien que Rino soit né dans le Pas-de-Calais, le jeune homme grandit en banlieue parisienne, à Argenteuil. Cette municipalité a été un laboratoire pour la gauche, dites-vous.

Sa famille vient du Frioul et s'installe à Vimy qui, comme tout le nord de la France, a été très endommagée par les pilonnages lors de la Première Guerre mondiale. L'immigration italienne est pour lors demandée pour la reconstruction, ce qui tombe bien : le père de Rino est briquetier. Puis la famille quitte le Pas-de-Calais en 1926 en raison de la baisse de la demande de main-d'œuvre et va s'installer à Argenteuil, à côté de Paris. C'est alors une banlieue en plein chantier. Beaucoup d'Italiens se concentrent dans le quartier Mazagran, renommé Mazzagrande. Parmi eux, beaucoup sont arrivés pour des raisons économiques, d'autres sont des réfugiés politiques. Depuis 1925, les communistes et les socialistes italiens sont traqués par Mussolini et la plupart fuient l'Italie. Un noyau antifasciste se constitue donc rapidement à Argenteuil, avec une culture de gauche très prégnante.

Dès 1934, la dynamique impulsée par le Front populaire fait de la municipalité un laboratoire pour les ambitions de la gauche. Gabriel Péri, député de la circonscription et l'un des dirigeants nationaux du PCF, pousse beaucoup en ce sens, d'autant qu'Argenteuil bascule communiste en 1935, avec Victor Dupouy. Beaucoup d'initiatives sociales sont alors mises en œuvre, comme le remplacement de taudis par de meilleurs

logements. Du point de vue culturel et sportif, les choses changent aussi beaucoup par la popularisation des clubs d'athlétisme. Rino baigne dans ce milieu et est politisé dans des cafés par des ouvriers un peu plus âgés que lui. Plusieurs d'entre eux vont combattre en Espagne et lui racontent les rudes batailles qui s'y mènent pour la défense de la République contre les troupes du général Franco et de ses alliés fascistes. Certains sont blessés puis emprisonnés dans les camps d'internement du sud de la France, après la défaite en 1939. Les grandes grèves de l'été 1936 et de 1937 marquent une étape dans la conscientisation politique de Rino, alors qu'il travaille lui-même dans une usine de construction automobile en lutte. Le mouvement a été plus dur qu'on ne le décrit aujourd'hui, avec une répression patronale forte. Rino n'a pas adhéré au PCF, rien ne l'atteste en tout cas. C'est plutôt un compagnon de route, qui regarde aussi en direction du PCI. Argenteuil est alors un vrai laboratoire qui permet de mobiliser toute une génération de jeunes ouvriers et beaucoup d'entre eux rejoindront rapidement la Résistance et son bras armé.

Parler de Della Negra, c'est toucher à la question du football populaire. Qu'est-ce que le sport « rouge » ou travailliste ? Pourquoi politiser la culture physique ?

C'est une ambition déjà ancienne du mouvement ouvrier qui vise à la conquête des masses par tous les moyens, y compris sous l'angle des loisirs. Par paternalisme, le patronat organise lui-même des clubs pour ses ouvriers, l'Église fait de même. Alors pourquoi pas les organisations du mouvement ouvrier ? C'est une manière complémentaire de structurer la classe ouvrière, de la rassembler autour de valeurs solidaires, fraternelles, de discuter de politique avec les participants. Plusieurs associations sont mises sur pied, telle la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) qui initie à plusieurs types de disciplines (boxe, athlétisme, natation…) avec des clubs omnisports. La FSGT profite de l'élan du Front populaire et passe de 16 000 adhérents en 1934 à 160 000 en 1938. On assiste en banlieue parisienne à l'affirmation d'un football ouvrier qui s'appuie sur les municipalités conquises par la gauche unie ou au sein de la banlieue rouge. Ces clubs participent à la solidarité de classe des jeunes ouvriers. C'est une conception du sport accessible à tous, à l'opposé de son origine aristocratique. Rino en est très preneur. Passionné de sports, en particulier de football, c'est un bon ailier qui peut atteindre des pointes de vitesse impressionnantes et parcourir 100 mètres en 11 secondes.

Depuis 1925, les communistes et socialistes italiens sont traqués par Mussolini et la plupart fuient l'Italie.

Avant et après la défaite de 1940, Rino fréquente plusieurs clubs, soit des clubs travaillistes au sein d'une FSGT qui a été expurgée de ses éléments communistes (avec la coupe du *Matin* remportée en 1941 avec la Jeunesse sportive argenteuillaise), soit même des clubs corporatistes (c'est-à-dire créés par les usines qu'il fréquente). Il multiplie les entraînements et remporte des trophées, jusqu'à être repéré en 1943 par le Red Star, qui vient de remporter la coupe de France à deux reprises et qui est une équipe de premier plan. En le rejoignant, il entame une nouvelle carrière, qui sera hélas très brève. La presse sportive d'alors témoigne abondamment de ses exploits. La famille de Rino nous a beaucoup aidé à retracer son parcours footballistique. C'est ainsi que nous avons récupéré sa licence et une photographie de l'équipe du Red Star pour un match de coupe de France.

Rino Della Negra n'a pas vingt ans quand il bascule dans la clandestinité. Il mène durant neuf mois la lutte armée au sein du groupe de Manouchian. Que fait-il ? Quelle est la particularité des FTP/MOI ?

Rino Della Negra est réquisitionné en février 1943 par le Service du travail obligatoire (STO), comme des dizaines de milliers d'autres jeunes ouvriers de sa génération, et refuse de répondre à l'appel (NDLR : le STO a été mis en place dans toute l'Europe par l'Allemagne nazie. Il s'agit d'organiser la déportation et le travail forcé de travailleurs des territoires conquis à destination de l'Allemagne pour lui permettre de poursuivre son effort de guerre en comblant les vides laissés par la mobilisation massive). Réfractaire, Rino entre en clandestinité pour échapper à la police et se met très vite au service des FTP d'Argenteuil, dirigés par des Italiens. Il passe ensuite à la MOI au printemps 1943, jusqu'à son arrestation en novembre. Il bénéficie d'une vraie confiance car les FTP-MOI sont les troupes de choc de la résistance communiste armée. Ce sont eux qui, par exemple, parviennent à abattre Julius Ritter, le responsable du STO en France. Les FTP-MOI sont environ 70 en région parisienne et sont répartis selon des critères linguistiques : un détachement roumain, un autre juif, etc. Rino rejoint, sous le pseudonyme de « Robin », le troisième détachement (les Italiens) et va intervenir dans 15 à 20 opérations. Ils organisent des sabotages, par exemple sur des lignes de chemin de fer. Ils organisent aussi des attentats, en lançant des grenades dans des casernes ou des maisons closes fréquentées par des soldats allemands ou en visant des collaborateurs et des officiers, dont un général. En juin, Rino se déguise ainsi en « chemise noire » pour pénétrer le siège du parti fasciste italien à Paris, ce qui

a une saveur particulière pour lui quand sa grenade explose. Ces actions sont importantes pour insuffler de l'espoir dans la population car c'est le tournant de la guerre : après la victoire de Stalingrad (février 1943), la peur est en train de changer de camp.
Le 12 novembre 1943, à 13h30, son groupe attaque un convoyeur de fonds au cœur de Paris. Rino est blessé et arrêté, comme une série de ses camarades. La police de Vichy les avait depuis longtemps à l'œil et les filait. Trois rafles menées de mars à novembre 1943 ont déjà décimé les FTP-MOI. Rino est tombé dans la dernière rafle alors que Manouchian est capturé à son tour quelques jours plus tard. Leur groupe ne pouvait pas tenir longtemps : 200 des meilleurs policiers étaient sur leur trace et les fiches de renseignement établis par la police débordent de détails à leur propos. Cependant, Rino n'apparaît nulle part dans ces fiches, ce qui est une exception. Il n'avait curieusement pas été repéré : peut-être qu'en jouant au Red Star, sous sa véritable identité, il n'était pas suspecté, on ne le sait pas vraiment.

Durant son « procès » en 1944, la presse collaboratrice le dépolitise et le dépeint en jeune immigré perdu, prêt à tuer pour éviter le STO et pouvoir continuer le football.
Il y a en effet un grand procès-spectacle du « groupe Manouchian », même s'il est évident que tous seront jugés coupables et fusillés au Mont-Valérien, près de Paris. La seule femme est déportée au printemps à Stuttgart pour y être décapitée à l'abri des regards, comme de coutume. C'est dans le cadre de ce procès qu'est réalisée par l'occupant la fameuse Affiche rouge. Chaque résistant y est présenté comme appartenant à « l'Armée du crime » et désigné par son origine étrangère et ses « méfaits », avec Manouchian comme chef de bande. C'est une manière pour les nazis de mettre des visages sur le prétendu « judéo-bolchévisme ». Mais ce qui est curieux, c'est que Rino n'y figure pas. Je pense que c'est en raison de ses blessures et des tortures qu'il a subies. Une fois arrêté, Rino a été transféré à la Gestapo puis a été hospitalisé pendant plusieurs mois avant d'être reconduit à la prison. Il n'était donc pas présent lors du tournage du petit film de propagande et des prises de photos pour les médaillons de l'Affiche.
Rino a été moins diabolisé que les autres : il est décrit comme un footballeur invétéré, un peu simplet, qui s'est retrouvé un peu malgré lui comme porte-flingue pour éviter le STO et, après la guerre, on a eu tendance à le présenter comme un jeune égaré. C'est un procédé classique pour dépolitiser et ridiculiser les intentions des résistants, réduits à l'état de criminels de droit commun. Or, ce n'est pas la réalité car Rino avait un engagement politique très fort par le biais de l'antifascisme. J'ai d'ailleurs retrouvé, après la parution de notre livre, un journal collaborateur qui le mettait carrément sur le même pied que Manouchian : « Désormais, les Manouchian et les Della Negra paieront comptant ; la geôle et le peloton d'exécution mettront fin à leur sinistres exploits. »

Rino Della Negra n'était bien sûr pas le seul jeune ouvrier franco-italien à résister. L'historien transalpin Antonio Bechelloni qualifie ce type de parcours comme étant « une sorte de territorialisation et de francisation de l'antifascisme ». Qu'en pensez-vous ?
Primo, les antifascistes italiens ne peuvent plus, pour la plupart, lutter dans leur pays contre le régime de Mussolini : contraints à l'exil, leur champ de bataille se déroule donc essentiellement en France. D'ailleurs, une grande partie de l'appareil clandestin du PCI se trouve en France, comme par exemple, Teresa Noce, l'épouse de Luigi Longo, qui joue un rôle clé dans la formation des FTP dans la région de Marseille. Jusque-là, il y a donc eu un réel enjeu de territorialisation de l'antifascisme dans l'Hexagone. Puis le PCI réinvestira nettement l'Italie à partir de 1943. Avec la libération par les Alliés du Mezzogiorno et le début de la guerre civile au nord, une consigne de la Résistance a été de renvoyer en Italie, pour en finir avec Mussolini, des dizaines de FTP italiens aguerris au combat.
Secundo, c'est aussi une reconnaissance envers la « patrie des droits de l'homme ». La France jouit encore beaucoup de l'image de l'universalisme de la Révolution de 1789-1793. « La patrie d'un peuple libre est ouverte à tous les hommes de la terre », disait le chef jacobin Saint-Just. Cet héritage culturel a imprégné les résistants FTP-MOI. Rino Della Negra est naturalisé français en 1938. Il a 15 ans, son intégration est entière dès avant la guerre. On notera au passage que Manouchian n'était pas naturalisé mais le souhaitait ardemment : en effet, petit scoop, l'historien Denis Peschanski vient de découvrir qu'il avait demandé par deux fois sa naturalisation, en 1938 et en 1940. Missak signe d'ailleurs sa dernière lettre par Michel et crie « Vive la France ! », comme ses camarades, avant d'être fusillé. Leur idéalisation de la France, mythifiée bien sûr, et surtout leur idéal, participent à leur histoire d'intégration nationale et de reconnaissance, même si ces communistes ne se contentaient pas de la IIIe République mais voulaient établir une république émancipatrice et socialiste.

Il y a eu beaucoup d'écrits, de documentaires et de films sur Manouchian. Certains ont émis l'idée que c'est la direction du PCF elle-même qui a trahi le groupe de l'Affiche rouge.
C'est une vieille controverse des années 1980, lancée par l'historien Philippe Robrieux, qui avait des comptes à régler avec ses anciens camarades. Des responsables nationaux du PCF sont suspectés, mais aucune accusation ne résiste vraiment à l'examen. Mosco Levi Boucault le fait dire aussi à Mélinée Manouchian dans un documentaire de 1985 mais cela ne tient pas non plus. C'est totalement faux. Le « groupe Manouchian » avait tout simplement été repéré. La police française a filé et logé l'ensemble des FTP-MOI, à l'exception toutefois de Rino Della Negra. En arrêtant leur dirigeant politique Joseph Dawidowicz, elle avait malheureusement retrouvé sur lui des tas de documents suffisamment compromettants pour faire tomber tout le réseau, à quelques exceptions près. Cela a été un énorme coup de filet. En plus, on a beaucoup d'éléments sur la détention des membres du réseau. Dans leurs confessions, aucun d'eux n'a évoqué un quelconque traître. Sur les 68 membres arrêtés, 23 seront exécutés et les autres seront déportés dans les camps de concentration, dont 13 à Auschwitz. Cependant, certains ne se sont pas fait prendre, comme le chef du détachement italien Alfredo Terragni, qui comprend ce qu'il se passe et se cache avant de reprendre la lutte, puis d'être tué dans un affrontement en avril 1944. Il y a aussi des Arméniens qui réussissent à fuir Paris pour rejoindre le maquis dans la région de Lyon.

Le caractère international des FTP-MOI est remarquable. Y-a-t-il eu d'autres réseaux transnationaux de résistance de même envergure ? Je pense par exemple à l'Orchestre rouge, une autre toile d'araignée communiste…
Oui c'est important cela révèle la double dimension du communisme : une conception internationaliste (celle du parti mondial de la Révolution) et un ancrage national. La matrice de cet engagement peut être lu dès 1917 où quelques militants étrangers ont été séduits par la Révolution d'Octobre, pensons entre autres à John Reed, mais surtout au moment du Front populaire avec la mise en place des Brigades internationales pour combattre Franco et ses alliés fascistes en Espagne. Les inter-brigadistes constituent véritablement le socle de ce combat, la manifestation d'une solidarité internationale et ont su transmettre leur expérience de la guérilla au sein des FTPF et FTP-MOI.

Le renouvellement de la mémoire résistante est aujourd'hui au cœur de bien des débats. Il y a des reculs mais aussi de belles victoires, comme l'entrée prochaine au Panthéon de Missak Manouchian et de son épouse. Pour Rino, la transmission de son souvenir est originale puisque ce sont les supporters du club Red Star à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, qui la portent.

Rino Della Negra, footballeur et partisan est édité aux éditions Libertalia (2022).

Cette mémoire est multiple. S'inscrivant d'abord dans l'identité du communisme municipal d'Argenteuil, c'est en effet surtout par le football que son souvenir lui survit. Après-guerre, il y a une coupe de la FSGT qui est baptisée « Rino Della Negra ». Sa famille a gardé tous les trophées portant son nom et les a remis entièrement au club de supporters du Red Star, lors d'une récente présentation du livre au stade Bauer en février 2022. En plus de ces coupes, l'aspect mémoriel dans le monde du football est aussi lié à la tribune qui porte son nom au stade de Bauer de Saint-Ouen. Son visage et son patronyme sont honorés par des bannières, des vêtements et des chants qui incarnent l'identité antifasciste du club. C'est au cœur de la rivalité politique avec d'autres supporters, comme certains du Paris FC, parfois classés à l'ultra-droite. C'est bien sûr très différent de la mémoire classique portée par les associations d'anciens résistants, c'est un registre populaire beaucoup Quant à la « panthéonisation » de Missak et de Mélinée, c'est un symbole fondamental. C'est la première fois dans l'histoire de la République que des communistes entrent dans le mausolée de la patrie reconnaissante. C'est inédit car il faut l'unanimité pour y être admis, ce qui veut dire qu'un couple de communistes met d'accord presque tout le monde en France sur la gratitude qu'on leur doit. Qui plus est, sur leur cénotaphe, seront inscrits les noms des 22 fusillés, ce qui signifie la reconnaissance officielle de la résistance communiste. De plus, la légitimité de la lutte armée a toujours posé un peu question, les civils ayant été appelés à s'en tenir à des actions décidées à Londres et à attendre le débarquement allié, d'autant que des otages étaient exécutés lorsque des soldats allemands étaient tués.
C'est bien leur militantisme politique qui est mis en avant et leur résistance n'est pas réduite à leur origine ethnique ou religieuse. Mais il faudrait peut-être ne pas oublier qu'ils étaient immigrés et que les débats actuels sur l'immigration, voire l'identité nationale, sont loin de leur vision de la société émancipatrice, internationaliste et patriotique…

Della Negra n'est sans doute pas un cas unique. Il y a beaucoup de clubs de supporters de foot qui font actuellement de l'antifascisme la marque de leur identité (Standard de Liège, Union Saint-Gilloise, Celtic de Glasgow, …). Pensez-vous qu'il leur serait profitable et aisé de donner un visage à cet engagement en réveillant la figure d'un footballeur résistant ?
Oui l'antifascisme caractérise de nombreux groupes de supporteurs dans le football. Outre les clubs évoqués dans votre question, il ne faut pas oublier le club allemand de Saint-Paul (*Fußball-Club Sankt Pauli*) à Hambourg qui participe aussi de cette culture politique antifasciste. Les clubs de supporteurs échangent déjà ensemble, pensons entre autres à la Tribune Rino Della Negra du stade Bauer (*Red Star*) avec les supporteurs du GF38 de Grenoble (*Red Kaos 94*) qui mettent en commun le symbole de Rino Della Negra.

Adrian THOMAS + Jean VIGREUX, 13 novembre 2023

1. Dimitri Manessis et Jean Vigreux, *Rino Della Negra, footballeur et partisan : vie, mort et mémoire d'un jeune footballeur du « groupe Manouchian »*, Libertalia, 2022

https://lavamedia.be/fr/rino-della-negra-resistant-communiste-et-footballeur/?ml_subscriber=2387852041780206552&ml_subscriber_hash=w9k4&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=lava_27_notre_numero_dhiver_est_en_route&utm_term=2024-01-08

Missak Manouchian au Panthéon : dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, les FTP-MOI dénoncent leur éviction de la cérémonie et ses raisons

Dans une lettre ouverte adressée le 16 février 2024 sous la signature de Léon Landini résistant FTP-MOI, l'amicale des anciens francs-tireurs et partisans de la main d'œuvre immigrée (FTP-MOI) des bataillons Carmagnole Liberté dénonce l'éviction des résistants FTP-MOI de la cérémonie d'entrée de Missak Manouchian au Panthéon. En dépit de multiples sollicitations, c'est par un silence honteux qu'il a été répondu à leurs adresses. D'évidence, succédant à des décennies d'effacement anticommuniste de la mémoire de ces combattants de la résistance qui ont été, à la pointe de la résistance communiste, le fer de lance des combats pour la libération de la France de l'occupant et la victoire antifasciste contre le nazisme. C'est d'évidence comme le conclut la lettre des bataillons FTP-MOI Carmagnole Liberté pour cette même raison que la décision honteuse de ne pas permettre aux résistants communistes des FTP-MOI d'assister à l'hommage à leurs camarades d'arme a été prise. Au moment où le régime Macron paraphe de concert avec l'extrême droite des lois et politiques accélérant la fascisation du pays tout en précipitant la dissolution de la France dans le saut impérial de la fédéralisation de l'Union Européenne éradiquant ainsi les dernières parcelles de souveraineté nationale, il ne pouvaient évidemment pas permettre la présence de ces résistants qui en 2024 continuent à dire avec vigueur comme ils le criaient à la face de leurs bourreaux collaborateurs et nazis » : Vive la Républiques ! Vive la France ! Vive le Parti Communiste ! »

Monsieur Le Président de la République,

C'est avec une très grande satisfaction que les survivants des unités FTP-MOI, ont appris que nos camarades Missak Manouchian et son épouse venaient d'être désignés pour que leurs corps puissent reposer définitivement au Panthéon.

Oui, mais il a fallu attendre 80 ans, pour que les survivants des FTP-MOI apprennent, qu'enfin et pour la première fois, deux anciens résistants FTP-MOI, hautement méritants, bénéficient d'un hommage national.

Toutefois, dès l'annonce de cette nouvelle, première surprise désagréable : c'est par les médias que nous avons appris que deux de nos camarades allaient être panthéonisés et qu'un Comité d'organisation était déjà nommé, sans que personne n'ait jamais pris la peine pour le moins d'en informer l'Amicale des anciens FTP-MOI du Bataillon Carmagnole-Liberté, unité très connue, dans laquelle sont regroupés des anciens combattants FTP-MOI, leurs familles et leurs amis.

Cela étant, c'est avec un grand plaisir que nous avons appris que nos camarades Missak Manouchian et son épouse allaient être panthéonisés.

Cette haute distinction va permettre à leurs camarades et amis de porter à la connaissance de tous ceux et de toutes celles qui n'ont jamais entendu parler des FTP-MOI, de leur faire connaître le courage et l'héroïsme manifestés par des hommes et des femmes qui, afin de libérer notre pays, ont payé de leur vie notre libération.

Cette Libération nous a coûté très cher, puisque rien qu'à L'Amicale des anciens FTP-MOI combattants du bataillon Carmagnole-Liberté, 50 % de nos compagnons sont morts au combat et 52 d'entre eux sont morts sous les tortures des nazis, mais sans n'avoir rien avoué à Barbie et à ses sbires.
Quelques temps après la libération de notre pays un ostracisme pesant s'est étendu sur notre organisation et beaucoup de choses ont été faites pour que le mot FTP-MOI ne figure que le moins possible dans les comptes-rendus de nos historiens. Même et y compris les organisateurs de cette cérémonie dans leurs écrits ont répété à maintes reprises résistant arménien et non pas FTP-MOI, ce qui signifie Franc-tireur et Partisan de la Main d'œuvre Immigrée. Missak Manouchian comme nous tous combattait dans les rangs de la résistance française.
Charles Tillon, commandant national de tous les FTPF et de tous les FTP-MOI, désignait d'ailleurs ainsi ces unités : « Un des plus beaux fleurons si ce n'est le plus beau fleuron de la résistance armée française ».
Pour que la vérité soit respectée il a fallu que les rescapés de nos unités se mobilisent continuellement pour faire un tant soit peu connaître qui étaient les FTP-MOI et quels ont été leurs combats et les sacrifices qu'ils ont consentis pour rendre à la France sa liberté et sa grandeur.
Mais il a fallu également que nous intervenions pour rétablir la vérité face à de « petits résistants » qui, pour se glorifier, se vantaient d'avoir accompli les actions militaires réalisées en réalité par nos combattants.
Mais tous les actes héroïques n'ont pas été effacés car d'importantes personnalités, mises au courant et émus par le silence qui recouvrait les luttes et les actions de nos combattants, sont intervenus publiquement afin que tout cela ne soit pas oublié et ont ainsi contribué à ce que « l'histoire » connaisse ces héros.

quelques uns des dizaines de visages des résistants et résistantes communistes des bataillons FTP MOI Carmagnole Liberté

À l'occasion de cette panthéonisation, et pour la première fois qu'un hommage national était rendu à l'un des nôtres, nous espérions être invités à la cérémonie. Mais nous n'avons pas compris pourquoi, malgré de multiples relances de notre part, aucune invitation ne nous a été adressée.
Ce n'est qu'après diverses sollicitations, que le Président de la République nous a fait répondre par « L'équipe du Dialogue citoyen » : « Soyez assuré que nos équipes gardent précieusement en mémoire votre demande et reviendront vers vous si une suite favorable pouvait vous être accordée ». Nulle invitation pour la cérémonie du 21 février ! ce qui signifie en clair qu'il n'y a pas de suite favorable pour nous.
Pourtant dans le souci de donner satisfaction à Monsieur le Président de la République, nous avions même proposé que notre Président, Léon Landini, Officier de la Légion d'Honneur, décoré par l'Union Soviétique pour faits de résistance, grand mutilé de guerre suite aux tortures endurées lors de son arrestation par la Gestapo, détenteur également de nombreuses autres distinctions et qui, âgé de 98 ans, malgré son âge et son état de santé, était prêt à faire l'effort de venir assister à la cérémonie afin que soit dignement honorés les FTP-MOI.

Pourquoi une des unités de résistance parmi les plus prestigieuses a-t-elle été écartée sans que nous en connaissions les raisons ? Car, aujourd'hui, six jours seulement avant la cérémonie, il n'y a plus d'illusion à se faire, l'attitude des organisateurs à notre égard est suffisamment claire pour nous faire comprendre : « Nous n'avons pas besoin de vous ! ».
Nos diverses remarques ci-dessus, devraient permettre de comprendre, pourquoi dans nos écrits, apparaissent beaucoup de tristesse et d'amertume, car en fonction de notre passé nous ne pensions surtout pas mériter un pareil refus.
Oui vraiment, nous sommes déçus et mécontents devant ce que nous considérons comme une offense.
Ces refus nous ont fait comprendre que ceux qui pratiquent l'ostracisme à l'encontre les FTP-MOI ont réussi à écarter de cette cérémonie les représentants de ces résistants qui au moment de leur exécution osaient encore narguer leurs bourreaux en leurs Criant à la Face, Vive la Republique ! Vive la France ! Vive le Parti Communiste !
Mais en écrivant ces tout derniers mots je réalise les raisons pour lesquelles vous ne voulez pas accepter la présence de certains Résistants et leur Drapeau.
Nous vous prions de bien vouloir agréer nos respectueuses salutations.

Léon LANDINI, 21 février 2024

En vidéo, suite au refus de l'Elysée d'inviter les FTP-MOI à la cérémonie d'entrée au Panthéon de Missak Manouchian Léon Landini prend la parole ce 17 février 2024 :
https://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/missak-manouchian...

URL de cet article 39382 : https://www.legrandsoir.info/missak-manouchian-au-pantheon-dans-une-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron-les-ftp-moi-denoncent-leur-eviction-de-la-ceremonie-et.html

« Une goutte de sang suffit »

Au temps où la démocratie américaine organisait le terrorisme racial

Comment maintenir un régime raciste dans un pays où l'égalité entre Blancs et Noirs a été formellement établie par l'abolition de l'esclavage ? L'ouvrage de Loïc Wacquant « Jim Crow. Le terrorisme de caste en Amérique », dont nous publions les bonnes feuilles, permet de comprendre que le droit et la politique peuvent garantir une domination féroce. Y compris dans un pays qui se prenait déjà pour un paradis démocratique.

Titus Kaphar. – « Drawing the Blinds » (Tirer les rideaux), 2014
© Titus Kaphar - Photographie : Jeremy Lawson - Courtesy Gagosian

L'expression « Jim Crow » est tirée du titre d'une chanson accompagnée d'une danse datant de 1832, *Jump Jim Crow,* interprétée par Thomas Dartmouth « Daddy » Rice, l'artiste de scène le plus acclamé de son époque, tant aux États-Unis qu'en Angleterre. Jim Crow est devenu un personnage-clé des spectacles de ménestrels, qui tournaient en ridicule les traits de caractère supposés des Noirs des plantations. Drapé de vêtements rapiécés, gesticulant avec son chapeau, il se contorsionne de sorte à provoquer le rire et il chante, soi-disant en « éthiopien », la légende d'un esclave content de sa condition.
Les historiens ont utilisé l'expression « Jim Crow » pour désigner une époque, l'« ère de la ségrégation », bornée par deux décisions de la Cour suprême des États-Unis, avalisant en 1896, puis invalidant en 1954 la séparation légale des « races » dans le sud du pays. Il désigne ainsi le régime de domination raciale le plus violent de l'ère moderne en temps de paix.

Jim Crow évolue entre la période de son instauration (le tournant du XXe siècle), celle de son épanouissement hégémonique (l'entre-deux-guerres) et durant sa phase de contestation ouverte et de dissolution graduelle (les deux décennies qui suivent la seconde guerre mondiale). Dans une douzaine d'États du Sud, anciennement confédérés, il se présente avec, à une extrémité, le pôle de la « civilité » incarné par la Virginie et la Caroline du Nord et, à l'autre, la « brutalité » matérialisée par le Mississippi, des États tels que la Floride, la Géorgie et l'Arkansas se distribuant le long de ce spectre.

Un peu de sang noir rend tout à fait noir

Pour comprendre ce régime de domination raciale, il faut d'abord identifier le système de classification qui le sous-tend. Dans le sud des États-Unis, après l'abolition de l'esclavage, la loi et le sens commun ne reconnaissaient que deux catégories disjointes, les Blancs et les Noirs (*negros* ou *colored*), en dépit de la mixité sexuelle généralisée sous la servitude, comme en témoigne la gamme de teints de peau et de phénotypes présentée par la population considérée comme noire. La progéniture de parents racialement mixtes était automatiquement assignée à la catégorie inférieure, ici les Noirs, indépendamment de leur apparence, de leur statut ou de l'identité raciale de leurs autres ancêtres.

Cette règle dite de « la goutte de sang » s'est encore durcie lorsque l'animosité à l'égard du métissage s'est muée en hystérie collective au milieu du XIXe siècle. Des milices et des ligues antimixité se sont alors organisées dans tout le Sud. Quatorze des quinze États du Sud ont rapidement adopté des statuts juridiques rigides qui définissaient formellement le statut racial du « nègre » sur la base d'une variante de la règle de la goutte de sang. En Floride, selon la Constitution de l'État, 1/16e de sang noir suffisait ; dans le Maryland et le Mississippi, 1/8e ; dans le Kentucky, toute « quantité appréciable » de sang noir rendait noir ; dans l'Arkansas, le terme « nègre » s'appliquait à *« toute personne ayant dans ses veines du sang nègre quel qu'il soit »,* tandis qu'en Alabama les mulâtres étaient classés dans la catégorie des nègres.

Mais cela ne résolvait pas la question du mulâtre, et les Blancs, peu sûrs de leur propre identité raciale, devinrent paranoïaques à l'égard de la « noirceur invisible » (qu'explorent les romans de William Faulkner tels que *Lumière d'août* et *Absalon, Absalon !*). L'inquiétude devint si intense qu'il suffisait de fréquenter des descendants d'esclaves de n'importe quelle couleur pour être catégorisé comme Noir (ou *« nègre blanc »*), même en l'absence de preuve d'ascendance africaine. À compter des années 1920, Blancs et Noirs vont constituer deux catégories raciales séparées par une barrière de sang infranchissable, et ce au plus haut point dans les États du Sud.

Les États-Unis devinrent le seul pays au monde à définir la noirceur par la règle de la goutte de sang. Cependant, nichées à l'intérieur du dualisme noir-blanc, les gradations de couleur ont continué à compter pour la population noire. Ainsi, dans les petites villes du Mississippi des années 1940, une peau claire était un atout sur le plan économique, social et sexuel. Les critères de beauté étaient blancs, les hommes qui connaissaient une réussite sociale s'évertuaient à épouser des femmes « claires ».

Élaborée et instituée pour renforcer l'esclavage, la règle de la goutte de sang a survécu à son abolition en 1865. L'impératif de pureté du sang s'est enraciné dans la croyance des Blancs en la nature dégradée et dégradante du corps noir, de ses pulsions, de sa substance et de ses fluides, une croyance née de l'association entre esclavage et négritude. Après la guerre de Sécession (1861-1865), l'opinion dominante parmi les élites blanches était que la levée des contraintes jugées bénéfiques de la servitude entraînait un retour à l'état sauvage et bestial des Noirs, de sorte que se mélanger à eux représentait une menace existentielle pour la civilisation. L'image du Noir comme démon brutal et lubrique *« trouve son origine dans l'imaginaire esclavagiste, qui a conçu l'homme noir comme ayant une double nature – docile et aimable lorsqu'il est asservi, féroce et meurtrier lorsqu'il est libre* (1) *».*

Mais ce n'est pas tout : les Noirs étaient considérés comme particulièrement vulnérables aux maladies. Ils seraient des porteurs omniprésents mais invisibles d'infections, de sorte que les rapports intimes avec eux conduiraient inéluctablement au « suicide racial » des Blancs. La race noire était aussi perçue comme spécialement sujette aux maladies en raison de ce que les spécialistes appelaient *« sa grande sensualité et son intempérance »,* ainsi que de son *« mépris total des lois de l'assainissement et de l'hygiène ».* Pour contenir cette menace sanitaire, il fallait contrôler strictement les lignes de descendance et prendre des mesures ségrégatives.

Les représentations dénigrantes des Afro-Américains ont perduré jusqu'au milieu du XXe siècle. Ainsi, dans les années 1940, les Blancs du Mississippi considéraient que *« le Noir est une forme inférieure d'organisme, biologiquement plus primitif, mentalement inférieur et émotionnellement sous-développé. Il est insensible à la douleur, incapable d'apprendre et a un comportement proche de l'animal* (2) *».* Les Noirs sont jugés naturellement indolents, de sorte que la contrainte de la force est nécessaire pour les faire travailler ; ils sont pareils à des

enfants, comiques et insouciants ; ils n'ont pas la notion du temps et sont donc incapables de différer la gratification de leurs désirs ou de planifier l'avenir ; ils obéissent à l'instinct du troupeau et ne souhaitent pas améliorer leur sort. C'est pourquoi ils préfèrent être dirigés et commandés par les Blancs : *« Pas un sur mille ne veut être indépendant. »*
Les Blancs doivent cependant se méfier car les Noirs sont aussi naturellement menteurs et voleurs, instables et peu fiables, ainsi que congénitalement crédules, de sorte qu'ils peuvent être aisément séduits par les appels d'« agitateurs extérieurs », parmi lesquels les communistes. De fait, quand la contestation de Jim Crow par les Noirs s'est développée dans l'après-guerre, les Blancs du Sud ont dénoncé l'activisme afro-américain comme une tentative de créer des « soviets nègres ».

Les raids violents du Ku Klux Klan
Après l'abolition, le souhait le plus cher des anciens esclaves était d'assurer leur indépendance économique en acquérant des parcelles à cultiver pour leur propre compte. Mais la promesse des *« quarante acres et une mule »* ne s'est pas concrétisée (3). Les propriétaires terriens blancs ont veillé à l'immobilité géographique et occupationnelle de leur main-d'œuvre noire, en les privant de l'accès à la propriété foncière. Dans certains États, les codes noirs promulgués juste après la guerre civile interdisaient aux Afro-Américains de posséder des terres arables. Dans d'autres, les raids violents du Ku Klux Klan ont terrorisé les paysans et les fermiers noirs. En tout état de cause, la plupart des descendants d'esclaves ne disposaient pas des moyens de louer ou d'acheter des parcelles arables. C'est ainsi que la grande majorité des Noirs sont devenus métayers, travaillant « pour moitié », des fermiers à l'année ou des ouvriers agricoles embauchés par les plantations où ils avaient été esclaves.
Dans les États autrefois confédérés, le métayage a été imposé aux Blancs comme aux Noirs par les anciens propriétaires. Mais, couplée à la division raciale héritée de l'ère de la servitude, l'opposition entre propriétaires blancs et cultivateurs noirs a fonctionné comme ressort principal d'extraction économique et comme charnière de la domination symbolique, perpétuant le déshonneur des Afro-Américains en consolidant leur dépossession et leur dépendance. De plus, pour les Blancs, le statut de métayer était temporaire alors qu'il était en général définitif pour les Afro-Américains.
Dans le cadre du métayage, l'exploitant et sa famille apportaient la force de travail tandis que le propriétaire fournissait la terre, les semences, les outils et les animaux de trait, ainsi qu'une cabane de fortune sans fenêtres ni confort. Le propriétaire terrien avançait aussi des fonds minimaux en espèces ou des carnets de coupons utilisables uniquement au magasin de la plantation, et il assurait une couverture médicale minimale pendant les six mois précédant la récolte. La famille patriarcale, soutenue par la parentèle étendue, était l'unité agricole de base dans la culture du coton, et la viabilité économique dépendait principalement de la taille du ménage, les enfants de 7 ans à peine étant chargés du binage et de la cueillette tandis que les garçons de 12 ans et plus conduisaient la charrue.
Après la récolte, le métayer avait droit au tiers ou à la moitié des recettes selon le contrat passé avec le propriétaire. Ce dernier contrôlait à la fois la vente de la récolte et la comptabilité des avances consenties durant l'année précédente. Il lui était facile de truquer les comptes à son avantage. En conséquence de quoi, à la fin de la saison, les métayers atteignaient à peine le seuil de rentabilité ou, pire, se retrouvaient avec des arriérés. Ils étaient alors contraints de déménager et de s'installer dans une ferme voisine dans l'espoir d'y obtenir de meilleures conditions, ou bien forcés de continuer à travailler pour éponger leurs dettes, quelle que soit la malhonnêteté de leur propriétaire. Autour de 1930, plus de 80 % des métayers d'Indianola, dans le Mississippi, ne parvenaient pas à couvrir leurs dettes, tandis que 91 % d'entre eux étaient déficitaires dans le comté de Macon, en Géorgie (4).

Bon nombre de métayers, trop pauvres pour survivre à la ferme pendant les mois d'hiver, devaient s'installer chez des parents ou émigrer dans les bourgades voisines à la recherche d'un emploi de raccord jusqu'à la saison de plantation suivante. Les fermiers noirs qui louaient leur terre pour une somme fixe n'étaient guère mieux lotis. Ils se nourrissaient alors de lait et de pain, qu'ils mendiaient à leur propriétaire, et devaient se contenter de rations alimentaires inférieures à celles dont bénéficiaient les esclaves avant eux.
Les métayers noirs étaient spécialement vulnérables à cette escroquerie organisée dans la mesure où le simple fait de contester le « règlement » de la saison provoquait la fureur immédiate du planteur blanc. Ce dernier pouvait alors recourir indifféremment à la violence privée ou à la loi pour faire respecter cet arrangement asymétrique. *« Le boss est assis derrière son bureau, un revolver de [calibre] 45 à côté de lui.* (…) *L'exploitant ne peut pas contester le règlement, sinon le boss saisit son arme et lui demande s'il va ou non se disputer. S'il le fait, "pan-pan"* (5). *»* Les Afro-Américains qui avaient l'audace de demander un relevé détaillé de leurs avances ou

un reçu pour la vente de leur coton étaient brutalisés, fouettés, chassés du comté ou assassinés sans grande conséquence judiciaire. Se faire traiter de menteur ou de voleur par un Noir était habituellement considéré comme un motif d'*« homicide justifié »*. Dans les comtés ruraux isolés, la vie des Noirs ne valait en réalité pas grand-chose, comme l'indique l'expression sudiste : « Tue une mule, achètes-en une autre. Tue un nègre, embauches-en un autre. »

Titus Kaphar. – « Behind the Myth of Benevolence » (Derrière le mythe de la bienveillance), 2014
© Titus Kaphar - Photographie : Jeremy Lawson - Courtesy Gagosian

L'intimidation des fermiers et des métayers noirs était monnaie courante pour les empêcher de devenir « impudents », c'est-à-dire de réclamer leur dû économique. *« Un fermier noir qui remet en cause la comptabilité de son propriétaire blanc est toujours considéré comme un "mauvais nègre" et comme un danger pour le fonctionnement du système de plantation lui-même. Il est généralement chassé de la plantation avant qu'il ne puisse pervertir les autres* (6). *»* Dans tel comté du Mississippi, il n'était pas rare qu'un propriétaire invite d'autres planteurs à se joindre à des *« fêtes du fouet »* et à supplicier ses métayers récalcitrants devant leurs congénères en guise d'avertissement.
La violence culminait chaque fois que les travailleurs agricoles et les métayers tentaient de s'organiser pour améliorer leur sort. Des escadrons de la milice d'État étaient alors dépêchés pour réprimer les tentatives de syndicalisation ; les meneurs suspectés étaient tabassés, castrés ou assassinés. Dans la plupart des États, le contrat de métayage présentait cette particularité que le planteur pouvait, pour le faire respecter, recourir au tribunal pénal plutôt que civil. Un métayer qui filait à l'anglaise n'était pas poursuivi en justice civile (il n'avait pas d'actifs), mais mis en accusation au pénal et emprisonné, avant d'être tantôt rendu à son propriétaire pour trimer en contrepartie de l'effacement de sa dette, tantôt loué à un opérateur privé comme travailleur-forçat.

Incarcérations à tout-va
Les forces de l'ordre étaient par ailleurs promptes à infliger aux Noirs de lourdes amendes et redevances, pour des infractions anodines ou servant de prétexte telles que « trouble à l'ordre public », « flânage » et

« vagabondage », afin de collecter des fonds reversés au budget de la police et du tribunal du cru, faisant ainsi *« du châtiment pénal une activité lucrative au détriment des Noirs »* : *« Lorsque les employeurs blancs manquent de main-d'œuvre, ils en informent le shérif, qui appliquera subitement de vagues lois telles celle contre le vagabondage et recrutera ainsi de force les bras nécessaires pour cultiver la terre* (7) *».* Une fois derrière les barreaux, les détenus sont poussés à signer des contrats qui autorisent les planteurs à utiliser la force privée qu'ils jugeront nécessaire pour obtenir leurs services, à les enfermer et même à déduire de leur salaire les dépenses engagées pour capturer et ramener les éventuels fugitifs.
Avec les lois faisant du « vol de fermier » un crime capital et les ordonnances limitant sévèrement les activités des agents recruteurs de main-d'œuvre à la recherche de candidats au travail salarié urbain, cette combinaison de dépendance économique et de pression juridique revenait à instaurer ce que William Edward Burghardt Du Bois appelle un *« esclavage de la dette »* en lieu et place de l'esclavage tout court et pire à bien des égards (8). La minorité des Noirs qui parvenait à s'extraire des tentacules de la plantation, en recherchant un emploi dans les camps de récolte de la térébenthine, les scieries ou les villes minières et industrielles émergentes, a vite réalisé que ses perspectives économiques y étaient également cantonnées aux « travaux de nègre » les plus rebutants et les plus dangereux. Ces emplois leur étaient concédés parce qu'on pouvait les faire trimer plus durement, pour des salaires plus bas et avec un traitement plus rude que les Blancs. Dans les années 1930, le propriétaire d'une usine de conditionnement du Mississippi expliquait sa préférence pour les travailleurs afro-américains par l'efficacité qu'elle lui conférait face aux fainéants et aux agitateurs syndicaux : *« Je prends un gourdin et je donne une bonne raclée à deux ou trois nègres et les choses reviennent immédiatement à la normale* (9). *»*
De leur côté, les femmes noires trouvaient assez facilement un emploi rémunéré dans le service domestique, comme cuisinière, femme de ménage, blanchisseuse ou nourrice, car toutes les familles blanches, à l'exception des plus pauvres, employaient des domestiques. Elles besognaient pour des salaires dérisoires (et des journées de quatorze heures, sept jours sur sept, dans le Mississippi du début du XXe siècle). Cela au prix de négliger leur propre maisonnée, sans parler de la menace omniprésente d'atteintes sexuelles de la part des hommes blancs qui professaient, commodément, qu'aucune femme noire ayant passé la puberté n'était chaste. Sous Jim Crow, la coutume, la loi et la violence se conjuguaient donc pour restreindre de manière drastique les contacts entre les deux communautés et opérer une *bifurcation institutionnelle* systématique en vertu de laquelle chaque organisation, publique ou privée, offrait une voie réservée aux Blancs *(« Whites only »)* et une autre aux Noirs *(« Colored only »).* La première était la voie royale, la seconde une concession subalterne signifiant l'infériorité et l'indignité des Afro-Américains.
C'est cette bifurcation à laquelle fait référence le terme indigène de « ségrégation », utilisé par les sudistes eux-mêmes (et repris par les historiens), terme inadéquat car Jim Crow ne se contentait pas de reléguer les Noirs dans des quartiers résidentiels séparés et inférieurs (connus sous le nom de *darktown*). Il les tenait à l'écart de l'éventail complet des équipements publics et des établissements commerciaux, salles d'attente et toilettes, ascenseurs et cabines téléphoniques, tramways et bus, saloons et cinémas, parcs et plages, hôpitaux et bureaux de poste, orphelinats et maisons de retraite. Le principe de bifurcation s'appliquait même aux prisons, aux morgues et aux cimetières — la Floride allait jusqu'à utiliser des gibets différents pour l'exécution des condamnés à mort blancs et noirs.

Déférence, docilité et déni de dignité

Les anciens esclaves et leurs descendants n'avaient pas non plus le droit de fréquenter les mêmes écoles que les Blancs. Ils ont aussi dû fonder et développer leurs propres Églises puisque les Églises blanches ne leur accordaient au mieux qu'un statut de membre de seconde classe. La justification communément exprimée de cette ingénierie sociale méticuleuse, voire maniaque, était qu'en l'absence de dédoublement institutionnel *« la race noire contaminerait et attarderait la race blanche »,* qui, dans le Sud, avait atteint un sommet de civilisation. Au cours des deux premières décennies du XXe siècle, tout le paysage physique du sud des États-Unis s'est vu modifié par l'érection de murs et de cloisons, le déploiement de rideaux et de panneaux *« Whites only »* et *« Colored only »* dans les villes (indiquant, par exemple, les fontaines d'eau et les salles d'attente réservées à l'un ou l'autre groupe), amplifié par la diffusion d'inscriptions raciales informelles, et la construction de doubles entrées dans les bâtiments publics et les commerces. Cette racialisation de l'espace contribuait à inscrire dans l'environnement bâti le script de deux rôles fictifs : celui des maîtres blancs bienveillants et celui de leurs serviteurs afro-américains comblés. De fait, la principale exception à cette séparation rigide concernait les serviteurs noirs, autorisés à pénétrer dans les espaces blancs pour s'acquitter de leur fonction. En Alabama, les compagnies de bus étaient tenues d'avoir des salles d'attente réservées aux Blancs et aux Noirs séparées par *« une cloison construite en métal, en bois, en tissu solide ou en tout autre matériau de manière*

à obstruer la vue entre les deux sections ». Dans l'Arkansas, les chemins de fer étaient passibles d'une amende de 500 dollars pour chaque train non ségrégué en circulation. En Géorgie, les employés qui ne s'empressaient pas d'éjecter du train un passager noir violant les consignes de ségrégation se rendaient coupables d'un délit. En Caroline du Nord, les tramways transportant uniquement des Blancs ou des Noirs devaient afficher des panneaux lumineux indiquant *« Whites »* et *« Colored »* clairement visibles à une distance de trois cents pieds après le crépuscule. Il revenait au conducteur du train de décider de la race du passager, mais la compagnie était protégée contre toute responsabilité juridique s'il commettait *« une erreur de bonne foi ».*
Les Noirs devaient surtout faire preuve de déférence et de docilité quand ils étaient en présence de Blancs, sous peine de se voir prestement rabroués et remis sur le droit chemin par des représailles privées ou des sanctions publiques. En outre, il leur fallait accepter les règles de révérence, s'y conformer volontairement et joyeusement, s'adresser aux Blancs en utilisant les expressions *« Ma'am »* et *« Sir »* (ou *« captain » et « boss »*), tandis qu'ils étaient appelés par leurs prénoms ou salués d'un *« boy », « girl » ou « auntie »,* quel que soit leur âge et le contexte. Les tabous et les sanctions tenant aux interactions raciales s'appliquaient aussi aux conversations téléphoniques malgré la difficulté pratique de déterminer l'ethnicité de l'interlocuteur au bout du fil ; ils s'étendaient aux reportages dans les journaux et aux échanges verbaux des avocats et des juges dans les salles d'audience. Dans une ville du delta du Mississippi, le bureau de poste prenait la peine d'effacer les mentions *«* Mr *»* et *«* Mrs *»* sur les lettres adressées aux habitants de couleur. Dans une autre, les postiers blancs se faisaient un devoir de jeter le courrier des Noirs par terre au lieu de le leur remettre à la main. Dans les conversations avec les Blancs, il était plus que recommandé de les laisser prendre l'initiative, mener la discussion, imposer leur point de vue.

Attendez que les clients blancs soient servis !
Sous peine d'être giflés, poussés sur la chaussée, agressés ou arrêtés par la police, les Afro-Américains devaient descendre prestement du trottoir pour laisser suffisamment d'espace aux passants blancs et veiller ainsi à ne pas les heurter ou entraver leur mouvement. Ils devaient attendre que tous les clients blancs soient servis dans les magasins et les bureaux, mais aussi rester en retrait et leur tenir la porte. Il leur était interdit d'essayer des vêtements, des chapeaux ou des chaussures.
De même, les mœurs établies interdisaient aux automobilistes noirs d'avoir la priorité ou de dépasser les véhicules conduits par des Blancs, ou encore de se garer sur les rues principales de la ville. Un accident de voiture mineur avec un conducteur blanc pouvait s'avérer fatal si ce dernier réagissait avec une fureur irrépressible. Mieux valait pour les Afro-Américains ne pas posséder d'automobiles coûteuses, perçues par les Blancs comme des preuves d'« impudence ». Dans certains comtés ruraux, le simple fait de conduire une voiture pouvait donner lieu à de violentes représailles, comme lorsque des Blancs d'une petite ville de Géorgie forcèrent un fermier noir et sa fille à descendre de leur véhicule avant de l'asperger d'essence et d'y mettre le feu, en lançant : *« Dorénavant vous, les nègres, venez en ville à pied ou utilisez cette bonne vieille mule si vous voulez rester dans cette ville. »* Tout signe extérieur indiquant un éventuel souhait de la part des Noirs d'être traités avec respect, comme le fait de s'endimancher et de venir en ville pour y faire des courses un jour de semaine, pouvait entraîner une réprimande vigoureuse et une arrestation immédiate par la police, mais aussi des passages à tabac et des assassinats impunis.
Les tabous portant sur les formes de politesse entre Noirs et Blancs leur interdisaient même de se serrer la main, de partager un repas, de prendre un verre ou de fumer ensemble — toute forme d'échanges rapprochés risquant d'ouvrir la porte à l'abomination des rapports intimes. Aux yeux des Blancs du Sud, se mélanger lors des repas menaçait de percer la frontière imperméable entre le « nous » blanc glorifié et le « eux » noir souillé.
Le principe du refus généralisé de l'égalité et de la réciprocité s'appliquait aux divertissements les plus anodins, tels les jeux de cartes, de dés, les dominos, les dames ou les parties de billard, que l'État de l'Alabama interdisait même dans un cadre privé. Les Noirs n'avaient pas le droit de participer aux compétitions sportives avec les Blancs, de peur qu'ils ne les égalent ou ne les surpassent. Après que le champion de boxe noir « Papa Jack », Jack Johnson, mit K.-O. Jim Jeffries, recruté comme le « grand espoir blanc » (Great White Hope) pour reconquérir le titre mondial des poids lourds au nom de sa race, lors du « combat du siècle » à Reno le 4 juillet 1910, des dizaines d'émeutes éclatèrent dans tout le Sud et au-delà, au cours desquelles des grappes de Blancs en rage attaquèrent des Afro-Américains dans la rue en représailles à cet affront. Le film du combat fut interdit de diffusion de peur qu'il n'excite l'orgueil mal placé des Noirs pour qui Johnson était un *« rédempteur de la race » (race savior)* plus grand que nature. Et, puisqu'il fallait faire preuve de vigilance et d'habileté pour minimiser le danger de violer par inadvertance une règle non écrite, les Afro-Américains

arrivant dans un nouveau lieu se hâtaient de demander aux habitants noirs quelles étaient les normes locales en matière d'interdits et de démonstrations de docilité.
La principale obsession des Blancs concernait toutefois les contacts intimes, car la culture civique de la région s'inquiétait en particulier de la pureté raciale (définie par une descendance excluant les Noirs et autres catégories déshonorées). Les occasions d'intimité interraciales étaient surveillées avec zèle, et toute atteinte, réelle ou imaginaire, de la part d'hommes noirs était sauvagement réprimée, alors que la tolérance et la discrétion primaient quant aux hommes blancs impliqués dans des activités sexuelles ou en concubinage avec des femmes noires. De fait, bon nombre de Blancs éminents du Sud, y compris des juges ou des gouverneurs, ne cachaient pas qu'ils avaient une famille nègre aussi bien qu'une famille blanche, ce qui était acceptable tant que ces relations n'étaient ni officiellement reconnues, ni exprimées dans le langage des sentiments, et que les enfants qui en naissaient n'étaient pas intégrés dans la société blanche.

La femme noire, forcément débauchée

Les hommes blancs pouvaient entretenir des relations avec les Blanches et les Noires, tandis que les hommes noirs et les femmes blanches étaient limités à leur propre catégorie en matière de choix sexuels. Cela permettait d'idéaliser la femme blanche du Sud, pure et asexuée, tandis que la femme noire était dépeinte comme hypersexuée et débauchée. Les hommes noirs n'avaient en aucun cas le droit d'avoir des relations intimes avec des femmes blanches, même prostituées. Une telle relation était jugée plus grave que l'inceste, celui qui s'y livrait risquait littéralement sa vie. La crainte hystérique de la « dégénérescence raciale » trouvait son paroxysme lors d'explosions de tabassages, de fouettages, de violences collectives, de tortures et d'émeutes. Au cours des deux dernières décennies du XIXe siècle, quelque 2 060 Afro-Américains furent lynchés, dont un tiers après avoir été accusés d'agression sexuelle ou coupables de simples inconvenances à l'égard de femmes blanches.
Nonobstant leur brutalité, les planteurs étaient prompts à faire valoir l'assistance qu'ils apportaient à leurs fermiers et métayers sous forme de nourriture, de soins médicaux et de protection dans leurs démêlés avec la justice. Hortense Powdermaker le dit fort bien : *« Les émotions qui accompagnent l'attitude des Blancs à l'égard des Noirs décrivent une gamme variée : affection, gentillesse, pitié, indulgence, peur, hostilité. La seule chose qu'aucun homme blanc n'accordera jamais ouvertement à un Noir, c'est le respect* (10). *»*
Le Monde diplomatique publiera le mois prochain la seconde partie de ces bonnes feuilles.

Loïc WACQUANT (Monde diplomatique, mars 2024)
Professeur de sociologie à l'université de Californie à Berkeley et chercheur associé au Centre européen de sociologie et de science politique à Paris, auteur de *Jim Crow. Le terrorisme de caste en Amérique* (à paraître aux éditions Raisons d'agir le 19 avril prochain), dont ce texte est extrait et adapté.

(1) George M. Fredrickson, *The Black Image in the White Mind : The Debate on Afro-American Character and Destiny, 1817-1914,* Wesleyan University Press, Middletown (Connecticut), 1987 (1re éd. : 1971).
(2) Allison Davis, Burleigh B. Gardner et Mary R. Gardner, *Deep South : A Social Anthropological Study of Caste and Class,* University of South Carolina Press, Charleston, 2009 (1941).
(3) L'expression renvoie à la promesse faite en 1865 de redistribution des terres aux esclaves libérés qui les avaient travaillées. Ces derniers en vinrent à croire qu'ils pourraient devenir une paysannerie indépendante.
(4) Hortense Powdermaker, *After Freedom : A Cultural Study of the Deep South,* University of Wisconsin Press, Madison, 1993 (1939).
(5) John Dollard, *Caste and Class in a Southern Town,* University of Wisconsin Press, Madison, 1988 (1937).
(6) Allison Davis, Burleigh B. Gardner et Mary R. Gardner, *Deep South…, op. cit.*
(7) Gunnar Myrdal, *An American Dilemma : The Negro Problem and Modern Democracy,* Harper & Row, New York, 1962 (1944).
(8) William Edward Burghardt (W. E. B.) Du Bois, *The Souls of Black Folk,* G & D Media, New York, 2019 (1903). Édition française : *Les Âmes du peuple noir,* La Découverte, Paris, 2007
(9) Cité par Neil R. McMillen, *Dark Journey : Black Mississippians in the Age of Jim Crow,* University of Illinois Press, Urbana, 1990.
(10) Hortense Powdermaker, *After Freedom…, op. cit.*

À propos de la réunion sur l'extrême droite le 21 février 2024 à la Cité Miroir

La réunion était organisée par le front antifascistes 2.0 et les Territoires de la mémoire.
Je suis intervenu pour mettre en doute la qualification de fasciste pour Kairos, critiquer Evras et la politique des autorités pendant le covid. Je fus interrompu par une trans qui a exigé qu'on m'éjecte, et elle a été suivie ! Ci-dessous, le courrier envoyé à des responsables des Territoires de la mémoire.

C'est la première fois, à 78 ans, que je me fais expulser d'une réunion publique soi-disant antifasciste. Plusieurs participants savaient pourtant que je suis un antifasciste actif et convaincu[1].

Jérôme, chargé du service d'ordre, m'a poussé dehors, avec l'appui de J. Dohet et dans le silence des autres. Qui s'oppose à la liberté d'expression jusqu'à expulser un contradicteur ? Vous connaissez la réponse : l'extrême droite.

Vous vous êtes comportés comme une secte repliée sur elle-même, avalant sans broncher les horreurs de l'EVRAS (qui a lu le document parmi vous ?), les débilités sur le covid (connaissez-vous D. Raoult, Ch. Perronne, A. Henrion-Caude, sans parler de tous les autres ?), propagées par le gouvernement sous la houlette de Bill Gates, le financier, et de Big Pharma qui engrange les bénéfices – deux puissances antifascistes bien connues.

En toute démocratie, Jérôme et le service d'ordre auraient dû calmer l'excitée – qu'elle soit trans, verte, jaune ou rouge ne justifie en rien son comportement – et encourager les échanges de vue.

Le choix a été clair. Regardez-vous.

MN

Salut Michel,

Je regrette la tournure qu'a pris la situation mercredi, et je regrette que je/nous t'ayons mis dehors de la sorte (je ne me défausserais pas de ma responsabilité individuelle)...
Il y aurait dû effectivement avoir échanges de vue. Je n'ai pas su impulser cela, Loïc non plus. Il y a eu un emballement collectif et cela a débouché sur quelque chose de pas constructif du tout. Un échec.

---

[1] **Pour information, à propos de l'antifascisme :**
Je n'ai pas connu de grands-parents :
- côté maternel, ils étaient en Slovaquie avec 6 enfants (mes oncles et tantes), ils ont tous disparu dans le génocide.
- côté paternel, ils étaient en Belgique avec trois enfants, mon grand-père est mort à Breendonk et ma grand-mère a été gazée à Auschwitz. Mes parents, deux oncles et une tante ont été fort actifs dans les partisans armés (branche armée du Front de l'Indépendance) ; ma mère a été arrêtée et déportée, mon père a été arrêté, blessé et déporté ; un oncle (dont je porte le prénom « francisé ») a été torturé et fusillé à Breendonk.

J'ai donc quelques raisons de ne pas apprécier le fascisme, quelle que soit sa forme.

À la demande de mon père et d'autres anciens partisans, j'ai été un des principaux artisans d'un recueil intitulé « Partisans armés juifs, 38 témoignages » qui a été publié en 1991.
Plus récemment, en 2017, j'ai fait le bilan des exactions nazies et de la résistance de la communauté juive de Belgique dans le livre « Comment les Juifs de Belgique ont affronté le nazisme », diffusé avec l'aide de responsables de la Bibliothèque Orwell (dont un m'a expulsé, les autres se sont tus).

J'ai encore eu des activité « annexes », comme la défense des partisans face à un historien peu scrupuleux.

Après si on s'aventure sur ce terrain-là, on peut critiquer aussi la manière dont tu as pris la parole, en alpaguant Miléna de manière véhémente et en empêchant Benjamin Biard de débuter. Le moment d'échange avec le public était prévu. Tu sais très bien comment on fonctionne.

Et au-delà de la forme, excuse-moi, mais ton intervention pour défendre *Kairos* et ses théories fantasmatiques a choqué plus d'un.e. Il y a eu une forme de violence dans la manière dont tu as été traité, je le concède, mais tes propos l'étaient également... et force est de constater que c'est toi qui as commencé... S'en est suivi la polarisation des points de vue. C'est vraiment interpellant que de vraies personnes de gauche soient sensibles à de pareilles théories confusionnistes.
À une époque, j'ai été un soutien de *Kairos*, j'ai même salué l'initiative pertinente de Penasse lorsqu'il a questionné Wilmès sur le monde « d'après ». Mais ils-elles ont bien vrillé depuis... sans compter leurs liens avérés avec des réac' politiques de tout bord (Civitas et compagnie).

« Ensemble » a fait un bon numéro sur le sujet :
https://www.ensemble.be/?cat=123
Et concernant la transphobie de la revue, il y a ceci :
https://www.cadtm.org/Transphobie-sous-couvert-d-ecologisme

Personnellement, j'ai été amené à bosser avec des travailleuses du SIPS, qui forment les futures formateurs EVRAS. Ce sont des personnes de grande qualité. Si tu le souhaites, on pourrait organiser une rencontre avec elles pour que vous échangiez sur cette problématique.
Des contacts peuvent aussi être pris pour aussi organiser une rencontre avec un collectif (comme le collectif Transpédégouines). Cela peut se faire à la Bibliothèque George Orwell, ou ailleurs.
J'ose imaginer qu'après ce qui s'est passé mercredi, tu ne seras peut-être pas demandeur, mais sache que notre porte est ouverte.

JÉRÔME

Objet : réunion du 21 février

Jérôme,
La « violence » de mes propos, excuse-moi, il n'y avait aucune violence, ni aucune agressivité ; ce qui n'était pas le cas du trans, une excitée effectivement agressive qui a donné le ton.
- J'ai une amie trans qui a mis en route le site internet de l'association LG etc. de Verviers et qui m'a fait découvrir leur ouverture d'esprit. Ceci est un autre débat, entre adultes respectueux des uns et des autres. Mais Evras s'en prend aux enfants, de la maternelle à l'adolescence, et Evras est une honte ! Qu'il y ait des pros convenables, bien sûr, mais il en est d'autres et les témoignages affluent sur les enfants traumatisés par Evras. As-tu lu Evras, as-tu cherché les témoignages de parents et l'avis des vrais spécialistes de l'enfance ?
- Quant à « Ensemble » sur Kairos, que j'ai lu – je prends la peine de lire les opinions opposées –, c'est un ramassis de ragots de bas étage (il en existe autant sur mon compte !). Et M. Abramowicz est un type arrogant, qui se trompe parfois lourdement.
Bien sûr, Kairos commet des erreurs, mais vous passez sous silence les dizaines d'interviews et reportages passionnants, c'est autre chose que votre soutien à la clique fascisante de Bill Gates et de Big Pharma.
- Tu ne dis rien sur le covid, les lois liberticides, le vaccin nuisible, les mesures favorisant les grosses structures et détruisant les petites (cafés, commerces, centres culturels), etc.

C'est en fonction de ces positions que je vous range dans la gauche style Henri de Man. J'ai écrit un opuscule intitulé « Gauche, où es-tu ? » qui situe bien l'état actuel de la gauche.

Et effectivement, je ne suis pas demandeur. Mais ma porte est toujours ouverte.

MICHEL

Cher Michel,

Je trouve ce matin le temps que je n'avais malheureusement pas hier pour te répondre.

Tout d'abord, je tiens à souligner que j'approuve la plupart des points déjà soulevés par Jérôme dans sa réponse.

Et en particulier celui concernant ton expulsion de la réunion. Oui, nous déplorons que cela se soit produit et (une discussion avec différents collègues le lendemain a confirmé ce point) l'équipe des Territoires dans sa majorité considère que des propos jugés inadéquats ne peuvent justifier l'exclusion de leur auteur, ceci aux dépens de la discussion et du débat. Nous sommes un centre d'éducation (en particulier d'éducation permanente) et exclure n'est pas considéré comme une méthode d'éducation.

Ceci étant dit, l'évènement de mercredi était organisé principalement par le front antifa de Liège que j'avoue fréquenter assez peu et dont je connais mal les règles de discussion et de débat. Comme Jérôme, je pense que cette réunion a sans doute péché par une faille dans sa modération et, peut-être également, dans le rappel préalable du cadre de discussion et de ses règles. Je ne blâme pas Loïc qui modérait la rencontre ce soir-là : nous sommes tous surchargés de travail en cette période, la fatigue se fait sentir, et nous sommes tous humains, à savoir que, de temps à autre, nous ne sommes pas à la hauteur des exigences nécessaires à la bonne tenue d'un débat de ce type. Ton intervention, tout comme d'ailleurs une autre intervention préalable de Laura qui a carrément interrompu la présentation de Miléna, n'aurait pas dû avoir lieu à ce moment-là, mais au moment d'échange prévu à la fin. Une modération efficace aurait peut-être pu recadrer tout cela et éviter l'emballement (ou peut-être pas), mais bon… Errare humanum est.

Cependant, sur le fond de ton intervention, je voulais préciser et recadrer moi-même l'une ou l'autre chose. Il est faux de clamer comme tu l'as fait que la présentation de Miléna associait Kairos à l'extrême droite. Sa présentation présentait Kairos comme une influence revendiquée par le parti « Chez nous », ce qui n'est pas la même chose. Antonio Gramsci est sans doute une influence majeure d'un penseur comme Alain de Benoist, qui le revendique, mais personne n'ose encore à ce stade considérer Gramsci comme un fasciste (ce serait un comble). Contrairement à la gauche, la droite, extrême ou non, ne dédaigne pas les penseurs de gauche, les étudie et utilise des morceaux choisis à son profit. C'est ce que la gauche, dans son désir parfois imbécile (ça n'engage que moi) de pureté idéologique nomme le « confusionnisme ». On pourrait également citer la notion de « biopouvoir » de Foucault (peu suspect d'avoir été de droite), qui intéresse énormément les courants « néofascistes » ou « néoconservateurs ». Le texte « Discours à la Nation » d'Ascanio Celestini illustre très bien cette récupération d'outils conceptuels de la gauche par des forces de pouvoir de droite autoritaire. Bref…

Maintenant, sur Kairos lui-même, on se trouve devant la nécessité de continuer à interroger et critiquer les sources de nos modes d'information. Oui, Kairos (que personnellement je ne lis presque pas, plutôt par habitude que par positionnement idéologique), comme beaucoup d'autres médias, alternatifs ou non, brasse aussi bien des conneries que des choses intelligentes. Je rejoins Jérôme : on y trouve de très bonnes choses, mais aussi des positionnements qui relèvent parfois davantage de l'argument d'autorité (souvent peu brillant) que de la pensée critique. Faut-il dès lors boycotter ou faire interdire Kairos ? Certainement pas ! Faut-il le brandir comme un étendard de vérité ? Certainement pas non plus, de tels étendards n'existent tout simplement pas !

La même chose s'applique sur la partie de ton intervention qui suggérait que le fait d'être opposé aux vaccins Covid était assimilé à l'extrême droite par la présentation de Miléna. Ceci est, là également, incorrect, la présentation se bornait à présenter l'opposition aux vaccins Covid comme un positionnement récurrent de ce type de mouvement. Il n'a jamais été dit par Mileéna qu'être opposé ou simplement méfiant vis-à-vis de ces vaccins revenait à être un facho complotiste. Personnellement, j'ai lu et écouté régulièrement Raoult, ainsi que Perronne, que tu mentionnes. Ce sont des gens brillants et dont l'expertise est remarquable. Leurs critiques portaient d'ailleurs surtout sur la gestion, selon eux catastrophique et exagérément catastrophiste, de la pandémie par les autorités. Raoult, malgré sa grande gueule (qui le dessert plus qu'autre chose, mais c'est un autre débat) est un scientifique pondéré qui ne s'est d'ailleurs jamais opposé au vaccin en tant que tel, mais à la vaccination de masse qu'il jugeait inefficace voire contreproductive. Idem pour Perronne. Et oui,

il est intéressant et même indispensable de s'interroger sur le pourquoi de l'hostilité agressive que ce genre de personnages a suscitée dans les médias à l'époque, alors qu'ils ne faisaient que ce que tout scientifique est censé faire : tenter d'ouvrir un débat scientifique ! Et oui, il est intéressant et même indispensable d'interroger les raisons qui ont poussé les médias de masse à qualifier Didier Raoult d'antivax, alors que ce type ne cesse de dénoncer le fait que certains vaccins (comme celui du papillomavirus) ne soient pas obligatoires en France (alors que certains, selon lui obsolètes, le sont toujours). Et oui, bien sûr, il est opportun de s'interroger sur les nombreuses dérives autoritaires flagrantes que les gouvernements se sont autorisés tout seuls, sans le moindre débat, dans des conditions légales douteuses, et ceci notamment dans le cadre de la vaccination Covid lors de laquelle des pressions immenses assorties de sanctions ont été exercées sur la population, sans our autant qu'une loi rendant cette vaccination obligatoire soit ne fût-ce que sérieusement discutée, ce qui n'a été fait dans aucun pays (même pas en France où pas moins de 11 vaccins sont déjà légalement obligatoires, contre un seul en Belgique).

Je ne suis pas un facho complotiste (du moins, je ne le pense pas), mais je vois bien la nécessité d'appliquer l'intelligence à ces questionnements légitimes. Et oui, si possible, un questionnement de gauche. Ces questions et ces interrogations ne doivent pas être laissées à la seule extrême droite qui en fait une utilisation complotiste stupide et fantasmée. Plutôt que de s'exciter sur un grand complot mondial, il serait peut-être davantage opportun pour des mouvements de gauche de demander des comptes au gouvernement pour les décisions autoritaires, arbitraires et profondément inégalitaires prises lors des différents confinements (ce qu'aucune extrême droite ne fera jamais !), au lieu de faire actuellement comme si la page était tournée et que rien ne s'était passé. Big Pharma a réalisé des profits records sur le dos de la santé publique ? Sans blague ! C'est le résumé de leur raison d'être. Faut-il s'en offusquer et le dénoncer ? Évidemment ! Faut-il y voir un grand complot mondial pour inséminer des puces électroniques aux gens à leur insu ? Là, j'ai un doute…

Quant à Evras… Bon dieu, on parle ici de 4 heures obligatoires (4 !!!) d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS, donc) sur l'ensemble de la scolarité d'un gosse : 4 malheureuses heures sur 12 années scolaires !!! Et dont le contenu n'est rien de plus que ce qu'on trouve déjà depuis une éternité dans les plannings familiaux, c'est-à-dire en gros des séances d'éducation sexuelle ultra minimaliste, telles que l'enseignement de la Ville de Liège dispense déjà depuis des années sans que cela fasse scandale. Mon fils en sixième primaire a eu droit à sa séance de 2 heures cette année, et d'après ce qu'il m'a raconté, je t'assure qu'il faut vraiment relever du Vatican pour trouver cela choquant.

Tout cela pour dire que, selon moi, ce qui a manqué mercredi soir, de part et d'autre, c'est la NUANCE. Ton intervention (qui a dès le départ mésinterprété le propos de Miléna) manquait de nuance ; la réponse qui t'a été faite et les réactions que tout cela a suscité ont manqué de nuance ; tout le monde semble avoir manqué de nuance ce soir-là. Et il est déplorable et triste de constater que ce que l'on observe en s'en réjouissant chez les mouvements d'extrême droite (disputes, scissions et exclusions mutuelles) s'observe également à l'autre bord. Mais voilà, il ne faut pas être naïf, l'histoire de la gauche est tragiquement parsemée de querelles de clochers, parfois fatales : il n'y a qu'à relire Orwell pour s'en souvenir.

Foutre Kairos, Raoult et Perronne dans le même sac complotiste d'extrême droite manque de nuance, en faire des icônes inattaquables et infaillibles aussi ! Et à ce titre, je ne peux faire autrement que considérer le fait que tu annonces nous « ranger » aux côtés de Henri de Man relève exactement du même manque de nuance dont tu te plains (à juste titre, selon moi) d'avoir fait l'objet mercredi soir.

Le débat est la richesse de la gauche, il lui apporte justement cette capacité de nuance qui autorise une meilleure compréhension du monde. Exclure le débat (et donc exclure les gens) est une erreur, je suis bien d'accord. Mais une erreur, ça peut aussi se réparer et je ne peux que soutenir la proposition qui t'a été faite par Jérôme dans sa réponse, et que tu sembles pour le moment décliner (c'est ton droit le plus strict).

Quoi qu'il en soit, un seul constat s'impose : tout ceci est un regrettable gâchis. La route est encore longue !

Amicalement,

JULIEN

Julien Paulus, Coordinateur - Service Éditions et Études

Salut Julien,

Tout d'abord, l'allusion à Henri De Man concerne la période d'avant-guerre où il était président du POB (l'ancêtre du PS). Ne précipitons pas les choses.

Ensuite, dans ton texte, tu prends tes désirs pour la réalité.
À aucun moment, dans l'exposé des Territoires de la Mémoire, il n'y a eu de nuance telle que tu le suggères. Kairos était classé à l'extrême droite (et la référence de Jérôme à ce torchon d'Ensemble le confirme) ; de même pour les anti-masques, les critiques du vaccin anti-covid, etc.
Pourquoi crois-tu que le service d'ordre s'est précipité sur moi lorsque j'ai soutenu que Kairos n'était pas à l'extrême droite et qu'il était logique de critiquer les mesures gouvernementales sur le covid et Evras ?

Quant à Evras, tu es carrément à côté de la plaque. Quel laps de temps faut-il pour traumatiser un enfant ? Pour toi, du moment que c'est court, pas de problème ! Je tiens à ta disposition des témoignages sur ce sujet et je t'envoie un document classé « complotiste » sur Evras. Evras est une ouverture pour la pédophilie.

MICHEL
(28 février 2024)

La terre ne ment toujours pas

Comment l'extrême droite laboure la campagne

En exaltant la terre et la paysannerie, en exploitant le sentiment d'abandon, l'extrême droite parvient à s'implanter dans les territoires ruraux. Mais ce discours ignore les causes profondes de la colère des agriculteurs et de la dévastation des campagnes.

Petit village du Tarn-et-Garonne, Montjoi a acquis une notoriété nationale après la diffusion sur YouTube, en juin 2023, d'une vidéo de l'influenceur Papacito. Le militant de l'extrême droite radicale y prend la défense d'un éleveur de porcs en guerre contre le maire de son village au sujet d'un chemin rural, propriété de la municipalité, menant à son exploitation. De son vrai nom Ugo Gil Jimenez, Papacito avait déjà fait scandale deux ans plus tôt, en mettant en scène l'exécution d'un mannequin grimé en militant antifasciste. Dans la nouvelle vidéo, des hommes cagoulés et lourdement armés, protecteurs d'un paysan *« victime de la franc-maçonnerie »,* pourchassent un personnage déguisé en fouine, censé incarner le maire. Une fois capturée, la fouine est symboliquement violée, puis exécutée – cinq cent mille vues en quelques jours. Dans la foulée, M. Christian Eurgal, l'édile sans étiquette, a dû être placé sous protection policière après avoir reçu des menaces de mort. L'éleveur n'était pourtant pas connu comme un militant d'extrême droite : il était même porte-parole départemental de la Confédération paysanne, syndicat agricole classé à gauche.
« Je ne demande qu'à exercer ma profession et, pour cela, je revendique un accès digne à mon exploitation », confie M. Pierre-Guillaume Mercadal devant des blocs de pierre qui lui interdisent l'entrée du chemin menant à sa ferme en contrebas. Ancien agent de sécurité, il s'est reconverti en 2017 dans l'élevage biologique de porcs laineux. Il a acheté une trentaine d'hectares de bois situés à Montjoi et obtenu toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité. Tout se serait bien passé si le chemin menant à son exploitation ne traversait pas le domaine d'un riche Anglais. Quand le propriétaire, soutenu par le maire du village, décide de bloquer le passage, la municipalité propose une autre voie d'accès à M. Mercadal, mais *« ce chemin est dangereux pour les camions et les engins agricoles »,* déplore-t-il d'une voix lasse. Commence alors une guerre d'usure avec menaces, plaintes et procès. L'éleveur reçoit le soutien de la Confédération paysanne et de France Nature Environnement. Malgré les démarches de conciliation, la mairie choisit finalement de privatiser le chemin au bénéfice du propriétaire britannique. M. Mercadal affirme avoir exploré en vain toutes les voies légales et se dit victime d'un système féodal mis en place par un ami du maire, puissant dirigeant politique local. *« Faire appel à Papacito, que j'avais rencontré par le biais de réseaux chrétiens, était ma dernière chance »,* concède-t-il désormais.
« Pierre-Guillaume Mercadal n'est plus porte-parole de la Confédération paysanne, mais il en demeure membre », tient à rappeler M. Nils Passedat, agriculteur, militant du syndicat et maire du village de Lavaurette, avant de poursuivre : *« Je condamne la vidéo abjecte de Papacito, mais je soutiens M. Mercadal en tant que paysan. Il a une autorisation d'exploitation délivrée par l'administration. Le maire de Montjoi aurait dû lui assurer un chemin d'accès sécurisé. »* Mme Hélène Massip, nouvelle représentante du syndicat, se désole : *« Un homme désespéré qui n'a plus rien à perdre peut faire ça. On parle de la montée de l'extrême droite dans le milieu rural, mais c'est la conséquence du pouvoir d'une bureaucratie écrasante et déshumanisée, une pure création collective. »*
Avec les mêmes méthodes provocatrices que Papacito, les influenceurs de la « virilosphère » opposent sur leurs chaînes YouTube la France des villages et de la ruralité, qui serait porteuse de traditions saines, de valeurs patriotiques et d'enracinement, à celle des villes polluées par le féminisme, l'antiracisme et le multi-culturalisme. Masculiniste et soutien de M. Éric Zemmour, M. Baptiste Marchais, ex-champion de France de développé couché, invitait sur sa chaîne en 2021 l'ancien député des Pyrénées-Atlantiques Jean Lassalle pour dévorer avec lui d'énormes côtes de bœuf saignantes et entonner les louanges du pays authentique. Une vidéo visionnée 1,4 million de fois. *« Depuis les années 1980, sous l'influence d'Alain de Benoist, théoricien de la nouvelle droite, la ruralité est très importante au sein de la mouvance identitaire, pour laquelle elle figure la France éternelle,* rappelle Stéphane François, chercheur en science politique à l'université de Mons (Belgique). *Le paysan enraciné s'oppose à la mondialisation. »* Une frange de l'extrême droite, plus radicale encore que le Rassemblement national (RN), rêve de conquérir les campagnes pour y développer des « zones identitaires à défendre », selon la terminologie du mouvement Génération identitaire (dissous en 2021). Avant cela, au

début des années 2010, la communauté La Desouchière – en référence aux Français de souche – s'installe sur la commune de Mouron-sur-Yonne dans le Morvan, et quelques années plus tard le groupe de chanteuses antiféministes et identitaires Les Brigandes crée une communauté à La Salvetat-sur-Agout dans l'Hérault. *« Les expériences de communautés identitaires en France tentent de copier le modèle américain des suprémacistes blancs ou celui du mouvement* völkisch *de l'Allemagne du XIXe siècle, qui rejetait la modernité et défendait une agriculture traditionnelle,* explique Stéphane François. *Ces militants défendent le bio et le local mais ne connaissent rien à la campagne. Ils sont en décalage avec le RN, implanté dans les territoires ruraux, partisan d'une agriculture intensive, favorable aux pesticides ou aux engrais chimiques et réticent à l'écologie. »*

Durant des décennies, le monde agricole avait plutôt plébiscité la droite parlementaire. Le Front national peinait à s'enraciner hors des villes. Mais au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, près d'un tiers des agriculteurs auraient voté pour Mme Marine Le Pen ou M. Zemmour (1). Aux législatives de juin, le RN s'est érigé en défenseur de la « ruralité oubliée », arrivant en tête au second tour dans 9 633 communes (pour la plupart en zone rurale), sur près de 34 000, obtenant ainsi 89 députés. Peur de l'immigration, sentiment d'abandon, défense des classes moyennes des zones pavillonnaires, stigmatisation de l'assistanat… *« Le discours conflictuel porté par l'extrême droite résonne avec les concurrences locales qui divisent les classes populaires rurales, en particulier sur l'accès à l'emploi dans les campagnes en déclin, massivement désindustrialisées »,* observe le sociologue Benoît Coquard. Le parti n'a évidemment pas manqué de se tenir aux côtés des agriculteurs en lutte en janvier dernier, relayant certaines de leurs revendications, notamment contre l'« écologie punitive », la multiplication des contraintes administratives, la concurrence étrangère déloyale… À travers les agriculteurs, c'est plus largement les habitants des campagnes que vise le RN, en jouant sur le clivage entre populations rurale et urbaine, omniprésent dans les débats politiques.
Début février 2023, M. Fabien Le Coïdic, éleveur sur la commune d'Adainville, dans les Yvelines, reçoit un courrier de ses voisins – parmi lesquels l'éditrice Odile Jacob. Ces derniers s'opposent à l'installation de ses vaches sur des terrains qu'il vient d'acheter. Ils rappellent avoir choisi de vivre dans ce secteur pour la qualité de son environnement, puis précisent qu'un *« retour des vaches représenterait un retour à la ruralité lourde et déplaisante qui n'a plus sa place ici. C'est une forme d'élevage rétrograde et cruelle ».* Déboutés par le tribunal administratif de Versailles, les voisins menacent de recourir à d'autres voies juridiques. Pour M. Timothée Dufour, l'avocat de M. Le Coïdic, *« on assiste à une urbanisation forcée de nos campagnes. Les néoruraux recherchent un cadre de vie préservé mais ils n'acceptent pas la cohabitation avec les agriculteurs et multiplient les conflits ».* En guise d'illustration, l'avocat, spécialisé dans la défense des agriculteurs et proche de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA, le syndicat dominant, classé à droite), affirme que 600 à 800 actions seraient menées annuellement en France pour troubles de voisinage dans les zones rurales, avant d'admettre qu'il ne sait pas combien concernent des agriculteurs. Sur le site *The Conversation* (2), André Torre, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), soutient que les conflits de voisinage dans les campagnes résulteraient surtout de travaux d'infrastructure, de projets liés à l'énergie ou de différends au sujet de l'occupation des sols. Concernant l'agriculture, ils porteraient plus sur l'épandage de produits phytosanitaires que sur les chants des coqs ou l'odeur des vaches. À l'initiative de M. Éric Dupond-Moretti, et en collaboration avec la FNSEA, M. Dufour a participé à la rédaction d'une loi adoptée en décembre 2023 afin de limiter les dépôts de plaintes de néoruraux contre des agriculteurs.

Les gendarmes contre l'« agribashing »

Dans *Le Journal du dimanche,* le 13 août 2023, une tribune cosignée par M. Dufour et le député Les Républicains (LR) Julien Dive dénonçait la décision du Conseil d'État de suspendre la dissolution du collectif écologiste Les Soulèvements de la Terre, *« au détriment des acteurs de notre ruralité dont le sentiment de mal-être ne cesse de croître depuis une dizaine d'années* (3) *».* Il y déplorait également la disparition de Déméter, une cellule de la gendarmerie nationale créée en octobre 2019 pour lutter contre l'hostilité à l'égard des agriculteurs. Sur la base d'une convention entre la FNSEA, son allié les Jeunes Agriculteurs (JA) et le ministère de l'intérieur, elle vise à assurer des échanges d'information au sein d'observatoires locaux de l'« agribashing » – un terme diffusé par la FNSEA depuis 2018 pour dénoncer les critiques du mode de production intensif défendu par elle. Déméter était censée prévenir les actes de délinquance que pourraient subir les agriculteurs, mais aussi *« les actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques ».* En février 2021, le tribunal administratif de Paris a jugé illégale cette surveillance et ordonné à la Place Beauvau de la faire cesser.

Plutôt que de remettre en cause un modèle économique qui détruit les services publics, les emplois ou un modèle agricole productiviste qui entraîne la disparition du monde paysan, nombre de défenseurs de la ruralité préfèrent exalter ses supposées valeurs. La chasse, la pêche et les traditions sont pour eux des enjeux majeurs. En septembre 2021, une décision du Conseil d'État interdisant l'utilisation d'engins pour la chasse aux oiseaux déclenchait des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de chasseurs et de leurs soutiens à Mont-de-Marsan, Forcalquier, Redon, Amiens… Le 11 février 2023, quinze mille personnes manifestaient dans les rues de Montpellier pour défendre la course camarguaise de taureaux, appelée la « bouvine », à la suite d'une tribune dans *Le Monde* d'écologistes et de membres du Parti animaliste demandant une réforme de certaines pratiques de cette course qui font souffrir les animaux. M. Lauren Jaoul, maire de Saint-Brès, un temps proche des Républicains, et organisateur de la manifestation, s'en prenait alors à l'« écologie punitive ». *« Nos traditions sont attaquées par un mouvement politique que notre manière de vivre dérange,* nous explique-t-il. *Il n'y a pas que la mise en cause de la tauromachie, il y a aussi la mise en cause du Tour de France, des sapins de Noël sur les places publiques… C'est toute une déconstruction d'une culture populaire.* » M. Jaoul est désormais candidat aux élections européennes de juin 2024 aux côtés de M. Willy Schraen, président de la Fédération nationale des chasseurs, sur la liste Alliance rurale, créée sous l'influence de personnalités proches de M. Emmanuel Macron pour affaiblir le RN. *« La France qu'on aime, c'est celle qui chasse, qui pêche, qui mange de la viande, qui fait des barbecues…,* martèle le patron des chasseurs. *Celle dont toutes les valeurs sont menacées. Les technocrates, au plus ils s'occupent de nos vies et au moins on est heureux. Les ruraux veulent juste qu'on leur foute la paix ! »*
Pour Pierre Cornu, historien de la ruralité à l'université Lumière Lyon 2, *« l'exaltation de la ruralité, de la terre, de la paysannerie est une figure de débat politique qui ressurgit régulièrement. Suivant que l'on est dans une phase d'expansion ou de crise, on a une instrumentalisation de la question rurale. Aujourd'hui, nous sommes dans une crise systémique, écologique et économique. La valeur terrienne est réactivée par des mouvements conservateurs qui se servent des imaginaires rustiques pour dénoncer le libéralisme, la modernité urbaine, les nouvelles manières de vivre, la liberté des mœurs, qui sont des signes de décadence ».*

« Seuls les loups et les paysans savent. » Ainsi se concluaient en 2023 les vœux de bonne année de M. Serge Bousquet-Cassagne, président de la chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne et leader du syndicat agricole Coordination rurale 47 (CR47), adressés aux agriculteurs du département. *« Cela veut dire que comme les loups, les paysans savent ce qu'est la vie car ils élèvent leurs animaux et ils leur donnent aussi la mort,* détaille-t-il. *Et comme eux, ils chassent en meute. Si j'emploie cette formule, c'est aussi pour écarter le restant de la population que je ne supporte plus. »* Le 28 mars 2023, les centaines de personnes venues manifester devant le pôle de santé de Villeneuve-sur-Lot pour protester contre la fermeture de la maternité furent sidérées de voir à quelques dizaines de mètres des agriculteurs de la CR47 et des chasseurs en tenue bloquer la route devant les mener au centre-ville. M. Bousquet-Cassagne avait décidé d'empêcher Mme Marine Tondelier, secrétaire nationale d'Europe Écologie - Les Verts (EELV), alors en visite dans le département, de manifester, en représailles à sa participation à la manifestation de Sainte-Soline contre les méga-bassines. *« Vous incarnez la racine du mal dont souffrent les agriculteurs. Ne venez pas chez nous, ça va mal se passer ! »,* l'avait menacée le président de la chambre d'agriculture (4). M. Bousquet-Cassagne déteste les écologistes et fustige toutes les réglementations qui limiteraient l'usage des pesticides ou l'utilisation de l'eau. Il règne en maître sur la chambre depuis 2001, année où la CR47, en partie issue d'une dissidence de la FNSEA, a détrôné la section locale du syndicat dominant. En 2019, il a été réélu comme président de l'organisme consulaire avec près de 60 % des voix des exploitants agricoles. Son charisme lui assure une certaine emprise sur les agriculteurs même si le programme défendu par la CR47 ne remet pas en cause le modèle d'agriculture intensive et concurrentielle qui met à mal nombre de petits exploitants. *« Son comportement déterminé et parfois violent plaît à certains paysans,* avoue M. Bernard Péré, agriculteur bio à la retraite, ancien conseiller régional EELV. *À partir du moment où un paysan est menacé par l'administration ou par n'importe qui d'autre, il sera disponible et le défendra. Même si la CR47 est dirigée par de gros exploitants, il sera aux côtés des petits. »*
M. Bousquet-Cassagne a fait bénir par un prêtre les 920 000 mètres cubes du lac de Caussade, une réalisation soutenue et financée par la chambre d'agriculture en toute illégalité. Il n'a pas hésité non plus à faire entonner un *Notre Père* en présence des autorités de la République durant une cérémonie à la mémoire des paysans morts durant la première guerre mondiale. Mais si M. Bousquet-Cassagne a une foi, il n'a pas de loi. En janvier 2024, un rapport de la Cour des comptes étrille la gestion de la chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne : manque d'éthique, de critères clairs d'attribution des subventions et de contrôle interne, refus d'assumer les missions confiées par la loi sur le bien-être animal et sur l'utilisation des produits phytosanitaires, d'exercer un contrôle de l'utilisation de l'eau par les irrigants, de payer ses dettes aux

chambres d'agriculture de tutelle. Le rapport met également en lumière la disposition de M. Bousquet-Cassagne à confondre ses responsabilités à la chambre consulaire et ses intérêts de dirigeant syndical. Autoproclamé « chef de meute », il a toujours recouru au rapport de forces pour imposer sa volonté aux préfets du département. Par exemple en 2014 lors de l'occupation de la ville d'Agen par des centaines d'agriculteurs du syndicat venus s'opposer à l'application du programme de préservation de la qualité des eaux. Les dégâts furent estimés à plus de 200 000 euros. À la question de savoir pourquoi le vote pour Mme Le Pen est aussi important parmi les agriculteurs du Lot-et-Garonne, il montre une affiche de la Coordination rurale placardée dans son bureau : « Foutez-nous la paix ! Laissez-nous travailler ! »
Quand, en 2014, des militants de la CR47 interviennent à Sivens dans le département voisin du Tarn pour s'en prendre aux opposants au barrage, ils se font appeler « chemises vertes », du nom des comités de défense paysanne créés en 1934 par le dirigeant d'extrême droite Henri Dorgères. À la tête du Front paysan, Dorgères organisa d'imposantes manifestations contre la République puis contre le Front populaire, se référant à l'idéologie agrarienne qui défendait un corporatisme paysan porteur des valeurs du travail, de la famille et de la patrie, en opposition aux villes corrompues, modernes et progressistes. Dans ses violents réquisitoires, il s'en prenait aux fonctionnaires et aux parlementaires, ennemis déclarés des masses paysannes. Le chef des « chemises vertes » et les dirigeants du Front paysan devaient ensuite collaborer avec le régime de Vichy. La CR est-elle agrariste ? Elle ne l'était pas lors de sa création en 1991 au moment de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Jusqu'alors consacrée à l'autosuffisance alimentaire du Vieux Continent, celle-ci ouvre les marchés agricoles européens à la concurrence mondiale imposée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour s'opposer à cette réforme soutenue par la FNSEA et défendre les productions nationales, une coordination se crée dans le Sud-Ouest, composée de militants de la Confédération paysanne, du Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modef, proche des communistes), de dissidents de la FNSEA et de paysans non syndiqués. En juin 1992, ce mouvement organise le blocus de Paris et intercepte notamment des poids lourds en provenance d'Espagne, chargés de fruits et légumes faisant concurrence aux producteurs locaux. Très vite, l'aile droite du mouvement évince la gauche et fonde la Coordination rurale. Lors des élections aux chambres d'agriculture de 2019, le duo FNSEA-JA a obtenu 55,55 % des voix, devant la CR (21,54 %), la Confédération paysanne (20 %) et le Modef (1,89 %), avec une abstention de 53,48 %.

Racoler les votes

L'agrarisme a également influencé la FNSEA. *« Quand la FNSEA a été créée après la seconde guerre mondiale par les courants agrariens qui avaient collaboré avec le régime de Vichy, elle a adopté leur modèle de construction sociale basée sur le corporatisme,* rappelle l'historien David Bensoussan. *Pour lancer son modèle productiviste, le monde agricole devait faire bloc et transcender les clivages sociaux. Le corporatisme a permis à certains milieux comme les grands exploitants céréaliers ou les grands exploitants betteraviers de s'assurer la maîtrise du syndicat, indépendamment des profondes inégalités de revenus, de statuts et de pratiques des agriculteurs. C'est parce qu'elle prétend représenter tous les paysans que la FNSEA a pu s'engager dans la modernisation de l'agriculture avec le soutien de l'État. »* La fédération est régulièrement dirigée par des patrons de l'agro-industrie, comme M. Xavier Beulin (de 2010 à 2017), alors président du conseil d'administration du groupe Avril, leader des huiles et des protéines végétales (Lesieur, Puget…), du biodiesel et de la nutrition animale, ou comme M. Arnaud Rousseau, depuis avril 2023, successeur de M. Beulin à la tête du conseil d'administration d'Avril, qui a vu ses revenus grimper en flèche avec l'inflation des dernières années. Depuis 1966, le syndicat agricole dominant, très lié aux intérêts de l'agro-industrie, administre (avec les JA) le Conseil de l'agriculture française (CAF), qui cogère la politique agricole hexagonale avec l'État. La reconnaissance du pluralisme du syndicalisme agricole en 1981 n'a pas permis aux autres syndicats d'être représentés au sein du CAF. Pour Gilles Luneau, auteur de *La Forteresse agricole. Une histoire de la FNSEA* (Fayard, Paris, 2004), *« le mythe de l'unité paysanne a permis à la FNSEA de bâtir le système agro-industriel avec lequel elle dicte désormais sa loi aux gouvernants. De 1950 à aujourd'hui, le nombre de fermes a été réduit par six et le nombre d'actifs agricoles par dix. Le paysan est devenu un sous-traitant de l'industrie, un exécutant de gestes techniques spécialisés. La FNSEA refuse toute critique de ce système. Si le discours agrarien est repris encore aujourd'hui par ses dirigeants, et par ceux de la CR, c'est pour justifier une contre-révolution face aux enjeux écologiques et climatiques. Ils sont incapables d'admettre les limites de leurs modèles et de penser comment en sortir ».*
Le RN a aussi fait sienne l'idéologie agrarienne pour racoler les votes des agriculteurs et des habitants des zones rurales. Tout en instrumentalisant la supposée fracture entre Français et immigrés, le parti réexploite aujourd'hui celle entre mondes rural et urbain. Dans son viseur ? L'« écologie punitive », les fonctionnaires et les technocrates de Paris et de Bruxelles qui imposent des normes environnementales, causes, selon lui,

de tous les malheurs des agriculteurs. La stratégie du RN correspond à celles des partis d'extrême droite européens qui, aux Pays-Bas, en Espagne, en Roumanie ou au Royaume-Uni, se greffent sur les manifestations des agriculteurs. Le parti de Mme Le Pen n'a pourtant aucun programme de rupture avec la politique agricole commune et ses eurodéputés ont voté à l'unanimité en novembre 2021 la nouvelle PAC 2023-2027, qui conforte un modèle productiviste, de plus en plus technologique et basé sur la performance concurrentielle sur les marchés internationaux. Cette PAC reconduit également une répartition injuste des subventions au profit des grandes exploitations. Ainsi, dans l'Union européenne, 81 % des aides directes sont captées par 20 % des agriculteurs. *« Les primes étant versées à l'hectare, la PAC contribue à la concentration des terres par de grandes entreprises et donc à la disparition des petites fermes »,* regrette Mme Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne. L'opposition du RN aux traités de libre-échange trouve aussi ses limites : si, en novembre 2023, ses eurodéputés ont voté contre l'accord entre l'Union et la Nouvelle-Zélande, les autres membres du groupe Identité et Démocratie, auquel ils appartiennent, ont voté en faveur du texte. Lors du scrutin en janvier 2024 au Parlement européen sur l'accord de libre-échange avec le Chili, le seul député RN présent s'est abstenu.

Des tracteurs bénis par un prêtre

Pour ratisser large, le parti a lancé, en 2020, le mouvement Les Localistes, dont le manifeste appelle les Français à *« reprendre le contrôle de [leurs] territoires, faire la loi chez eux, et rendre vie à [leurs] petites patries qui font plus grande la France ».* M. Andréa Kotarac, nouveau responsable du mouvement, élu RN au conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, affirme que *« le localisme s'oppose au mondialisme qui détruit nos territoires, nos paysages, nos produits et nos industries. Réindustrialiser et protéger notre agriculture, c'est aussi se battre contre le réchauffement climatique qui est essentiellement dû à nos importations et à leurs transports ».* N'étant pas à une contradiction près, l'élu ne remet pas en cause le carbone émis par les exportations des produits français et n'interroge pas la capacité des élevages hexagonaux à se passer de l'importation annuelle de 3,6 millions de tonnes de soja du Brésil et d'Argentine, provenant en grande partie de la déforestation. Si son parti manie de plus en plus de concepts comme le « localisme », la « démétropolisation » ou l'« exception agri-culturelle », c'est pour mieux cacher une absence de programme qui pourrait remettre en cause le système.

Lors de la mobilisation de janvier 2024, la CR47 s'est distinguée par la violence de ses actions : à Agen, des dizaines de milliers de litres de lisier ont été déversés devant la préfecture et d'autres institutions, la gare et des commerces ; un restaurant McDonald's a été saccagé à la suite du refus des employés de servir un café gratuit au vice-président du syndicat… Les membres de la CR47 ont aussi suspendu et éventré un sanglier devant l'inspection du travail pour dénoncer les contrôles visant la condition des ouvriers agricoles. En 2004, le syndicat avait soutenu un agriculteur embauchant des saisonniers migrants qui avait abattu à coups de fusil deux inspecteurs (5). Le montant des dégâts à Agen est estimé à plus de 400 000 euros par la mairie. Fin janvier, désireux de *« rassembler autour de nous toute la France profonde »,* M. Bousquet-Cassagne a appelé à « prendre » le marché de Rungis, envoyant vers Paris les tracteurs de la CR47 – dont le carburant était financé par la chambre d'agriculture –, les faisant bénir par un prêtre. *« Venez mener notre dernier combat, sinon notre race disparaîtra et avec elle notre civilisation ! »,* lança-t-il aux agriculteurs. Peu avant, il s'était déclaré prêt à être candidat pour le RN.

Philippe BAQUÉ, journaliste (Monde diplomatique, mars 2024)

(1) Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, « Le Front national en campagne. Les agriculteurs et le vote FN », Fondation pour l'innovation politique, Paris, octobre 2016 ; Mayeul Aldebert, « De la droite au Rassemblement national, le vote très convoité des agriculteurs en colère », *Le Figaro,* Paris, 1er février 2024.

(2) André Torre, « Coq Maurice et autres "bruits de la campagne", une vision fantasmée de la ruralité », The Conversation, 25 novembre 2019.

(3) Julien Dive et Timothée Dufour, « Les Soulèvements de la Terre : une décision du Conseil d'État au mépris des agriculteurs », *Le Journal du dimanche,* Paris, 13 août 2023.

(4) « Serge Bousquet-Cassagne, l'agriculteur qui fait sa loi dans le Lot-et-Garonne », *Reporterre,* 25 mai 2023.

(5) Lire « On veut des Polonais et des Marocains », *Le Monde diplomatique,* septembre 2014.

Un épisode méconnu de l'extermination des Juifs hongrois

Quand Israël sacrifiait un héros

Il y a quatre-vingts ans, le 19 mars 1944, la Wehrmacht entrait en Hongrie, pays allié de l'Allemagne nazie. En moins de trois mois, 440 000 Juifs allaient être déportés et les trois quarts exterminés dès leur arrivée à Auschwitz. À Budapest, l'avocat Rezsö Kasztner parvient à en sauver 1 684 grâce à un sang-froid hors du commun. Dix ans plus tard, son destin bascule, emporté par la raison d'État d'Israël…

Depuis 1920 et la défaite qu'il a infligée à l'éphémère régime communiste de Béla Kun, l'amiral contre-révolutionnaire Miklós Horthy règne sur la Hongrie. En échange de son soutien au IIIe Reich, le pays récupère les territoires perdus à l'issue de la première guerre mondiale. Allié de l'Allemagne nazie, le régime de Horthy a fait voter des lois antisémites (en 1938, 1939, 1941) et a expédié cent mille Juifs âgés de 21 à 60 ans dans des bataillons de travail forcé auquel près de la moitié ne survivra pas. En revanche, la Hongrie résiste aux exhortations d'Adolf Hitler à livrer les Juifs aux nazis.
Les choses auraient pu en rester là si, sentant le vent tourner après 1943, la Hongrie n'avait essayé de négocier une paix séparée avec les Alliés. *« Horthy,* écrit le germaniste Ladislaus Löb, *n'est pas un antisémite fanatique, mais un opportuniste qui marche sur une corde raide, essayant de concilier les exigences allemandes et hongroises de prendre des mesures antijuives plus radicales et sa crainte d'un ostracisme international et des représailles alliées* (1). *»* Informé, Hitler dépêche ses troupes en mars 1944. Le processus rodé dans d'autres pays s'enclenche à Budapest en un temps record : constitution d'un conseil central des Juifs pour établir leurs localisation, ghettoïsation, expropriation, regroupement et, finalement, déportation. Entre mai et début juillet, 250 trains quittent les provinces hongroises en direction d'Auschwitz. Le maître d'œuvre de la Shoah, l'Obersturmbannführer Adolf Eichmann, dirige sur place les opérations avec l'aide de la police, de la gendarmerie et de la fonction publique locale hongroises. Sur les 440 000 Juifs déportés durant cette période, 330 000 sont exterminés dès leur arrivée dans le camp (2).
Le comité Vadaa (Va'adat Ezrah Vehatzalah) intervient alors. Ce réseau de secours avait déjà réussi à faire sortir des Juifs de Roumanie et de Slovaquie en les mettant momentanément à l'abri en Hongrie. Rezsö Kasztner, raconte Löb, est *« la figure de proue de ce petit groupe sioniste qui s'est lancé dans une entreprise improbable pour arrêter l'extermination des Juifs en soudoyant et dupant les SS ».* Au courant des besoins en matériel de l'Allemagne nazie, le comité laisse croire à Eichmann qu'il est possible de négocier avec l'Agence juive (3) dix mille camions militaires (ainsi que du thé, du savon, du tungstène, etc.) contre des vies juives. Dans ce but et avec cette promesse, l'un de ses dirigeants, Joël Brand, est envoyé en mai 1944 pour contacter l'Agence à Istanbul, en pays neutre. Intercepté, il est emprisonné par les Anglais. L'avaient-ils pris pour un espion nazi comme ils le prétendirent ou n'avaient-ils aucune intention de laisser sauver des Juifs pour qu'ils se rendent en Palestine, alors sous leur mandat ?

Un culot d'acier

Kasztner se retrouve seul à mener la partie de poker avec Eichmann. Sans nouvelles de Brand, il continue à lui faire croire que des négociations se poursuivent. Il y parvient en usant de l'aplomb que lui confèrent sa formation d'avocat et sa forte personnalité. À l'instar de l'écrivain, médecin et juriste Tivadar Soros, Kasztner regarde l'ennemi droit dans les yeux. Soros, avocat comme Kasztner et lui aussi joueur de poker, réussit à sauver avec un semblable culot – la fameuse *chutzpah* – sa famille, ensuite élargie aux amis de ses fils et même à leurs proches – souvent avec l'aide de ses amis non juifs, espérantistes comme lui (4). Kasztner parviendra à en sauver davantage en leurrant Eichmann aussi longtemps que nécessaire. Avec, selon certains, un brin de mégalomanie, qui explique son succès, mais surtout un courage tel que lorsque Eichmann lui souffle sa fumée dans le visage, on dit qu'il fit de même. Et quand ce dernier s'impatiente de ne pas voir arriver le matériel promis, Kasztner parle d'interrompre les négociations. Face aux menaces, il attaque, la peur au ventre. Du moins le relate-t-il ainsi dans son rapport écrit après-guerre (5).
Une forme particulière d'ironie veut qu'il soit aidé dans son entreprise de sauvetage, et dans le dos d'Eichmann, par le SS chargé des spoliations Kurt Becher. Ce dernier rassemble argent et objets de valeur collectés par le comité Vaada auprès de Juifs fortunés et voit le moyen de s'enrichir… tout en sauvant des Juifs, ce qui pourrait lui être utile après la guerre, au train où elle va. Au printemps 1944, l'Armée rouge progresse de manière fulgurante, ce dont Becher a pris conscience, comme son chef, le ministre de l'intérieur du Reich Heinrich Himmler, mais contrairement à Eichmann.

Le 30 juin 1944, le « train Kasztner » quitte Budapest pour se rendre non à Auschwitz, mais au camp de concentration de Bergen-Belsen, près de Hanovre, emportant avec lui 1 684 Juifs. Kasztner ne fait pas partie de cet *« échantillon miniature représentatif de la communauté juive de Hongrie à l'époque ».* Il reste à pied d'œuvre, et se rend régulièrement en Suisse d'où il rapporte de l'argent mis à disposition – non sans difficulté – par l'American Jewish Joint Distribution Committee (JDC), à défaut des camions militaires qu'Eichmann réclame encore, de plus en plus menaçant. Becher, quant à lui, s'enrichit toujours dans le commerce humain avec Kasztner, qui paie pour chaque vie sauvée. À la mi-août 1944, 318 personnes sont libérées de Bergen-Belsen et gagnent la Suisse, suivies, en décembre, par le reste du train. Le tout contre rançon en argent – et en prétendant comme il se doit que du matériel arrive.
Kasztner accompagne alors Becher dans différents camps, où ce dernier parvient à stopper le processus d'extermination, toujours convaincu que cela l'aidera à sauver sa peau. *« Chacun essaie de bluffer, de tromper et d'exploiter l'autre, mais, avec le temps, une certaine intimité, pour ne pas dire amitié, semble s'être développée entre eux. Kasztner en est venu à voir en Becher un allié contre Eichmann. »* Outre le fameux train, Kasztner a contribué à de nombreux sauvetages. Certains sont documentés, d'autres n'ont pas laissé de traces mais, à l'évidence, il a sauvé davantage de Juifs (1 684) que l'industriel allemand Oskar Schindler (1 200).
Entre 1945 et 1946, Kasztner témoigne au tribunal militaire de Nuremberg. Il y produit notamment une déclaration attestant l'aide de Becher (et d'autres SS) concernant le sauvetage des Juifs de Hongrie. On a connaissance d'une lettre adressée en juillet 1948 au trésorier de l'Agence juive dans laquelle Kasztner déclare : *« Kurt Becher était un ancien colonel SS, en fonctions durant l'opération de sauvetage en tant qu'officier de liaison entre Himmler et moi-même. Il fut relâché de la prison de Nuremberg par les forces d'occupation alliées grâce à mon intervention personnelle. »* Cette lettre lui coûtera la vie.
En 1948, Kasztner émigre en Palestine, où, loin d'être considéré comme un héros, il fait l'objet de rumeurs et suscite des rancœurs parmi les rescapés hongrois dont les proches n'ont pu être sauvés. En revanche, le fondateur de l'État d'Israël, David Ben Gourion, lui fait un bon accueil. Kasztner rallie son parti travailliste (Mapaï), puis entre dans son gouvernement. Peu après, un Juif hongrois, Malchiel Gruenwald, membre d'un mouvement orthodoxe d'extrême droite, appelle à le *« liquider »* en raison de sa *« collaboration »* avec les nazis.
En diffamant un membre du gouvernement, on s'en prenait au jeune État. Le ministre de la justice décide donc de poursuivre Gruenwald. Le procès a lieu début 1954. Kasztner, sûr de son bon droit, n'a aucune difficulté à établir la différence entre la négociation et la « collaboration ». Il refuse à ceux qui n'avaient pas vécu la situation de lui faire la morale. Mais l'avocat de Gruenwald, Shmuel Tamir, sort son joker : sa déposition à Nuremberg concernant le SS Becher. Ancien membre de l'Irgoun, une organisation armée sioniste fascisante, Tamir nourrit une aversion pour les socialistes : *« Mû par une féroce ambition politique, Tamir espérait faire tomber le gouvernement Mapaï et prendre la tête d'un Grand Israël de droite. »*
Diabolisé par la presse réactionnaire, Kasztner incarne le bouc émissaire idéal au sein d'une société née dans la violence, profondément divisée et traumatisée. Le nouvel État a besoin de héros pour construire un roman national et non de survivants ou de rescapés qui, pour la plupart, n'étaient pas sionistes. Deux ans plus tôt, l'accord sur les réparations avec l'Allemagne conclu en septembre 1952 entre le chancelier Konrad Adenauer et Ben Gourion avait été fortement critiqué. Kasztner pouvait-il négocier la vie de Juifs contre de l'argent ? En Hongrie, où les Juifs s'étaient longtemps pensés à l'abri, il n'y avait guère eu de mouvements de résistance. La seule arme avait été la corruption de SS comme Becher, mais la presse d'opposition israélienne s'employait à ce que la société ne l'entende pas de cette oreille.
Le juge Benjamin Halevi rend son verdict dans une atmosphère extrêmement tendue : Gruenwald est acquitté et Kasztner rendu coupable d'avoir *« vendu son âme au diable »,* collaboré avec les nazis et sauvé un SS – Becher – après la guerre. Le dossier à charge du juge serait impensable de nos jours, où la question du choix dans des conditions extrêmes a fait l'objet d'études (6). Aux élections suivantes, le Mapaï perd des sièges tandis que les partis de droite (Herout, Likoud) en gagnent. Kasztner et sa famille subissent opprobre, traque et harcèlement ; on les traite de nazis, on les menace de mort. Le gouvernement conteste le verdict et le procureur général fait appel devant la Cour suprême. Un second procès innocente Kasztner (sans le réhabiliter) dix-sept mois plus tard, mais à titre posthume : un militant d'extrême droite tente de l'assassiner le 3 mars 1957 et il meurt des suites de ses blessures le 15 mars.

Ce qu'on appelle raison d'État

Désormais, historiens et témoins, intervenant dans un documentaire de Gaylen Ross consacré à Kasztner, s'accordent sur le fait que son attestation concernant Becher avait été rédigée avec l'accord de l'Agence juive dans l'espoir de récupérer des biens spoliés (7). En échange d'un témoignage qui, sans le défendre, ne

l'accablait pas et allait lui permettre de s'en tirer (il ne passera que trois années en prison et deviendra plus tard l'un des hommes les plus riches de la République fédérale d'Allemagne), Becher aurait accepté de restituer tout ou partie du butin à l'armée secrète du futur État d'Israël. Pour ne pas compromettre l'Agence et nuire au gouvernement, Kasztner aurait gardé secrète cette transaction. En se taisant, Ben Gourion sauvait son parti. Dans son livre *L'Âme au diable,* Yoram Leker, fils d'une rescapée de Bergen-Belsen, écrira : *« C'est ce qu'on appelle la raison d'État, une injustice commise au nom d'un impératif supérieur, en l'occurrence trouver de l'argent pour l'armée de l'État naissant d'Israël* (8). *»*

La famille de Kasztner estime que les services secrets israéliens auraient décidé son élimination en le considérant comme un témoin gênant. Le chef de ces services n'était-il pas lui-même un Juif hongrois, rescapé d'Auschwitz, qui en voulait à Kasztner de l'avoir exclu du train, lui et sa famille ? Le meurtrier, très vite retrouvé, condamné à la prison à vie, mais libéré à peine trois ans plus tard, le laisse d'ailleurs entendre dans le documentaire de Ross. C'est également la conviction du journaliste pacifiste de gauche Uri Avnery, qui fut témoin des deux procès.

Sacrifié à la raison d'État, après avoir été livré à la vindicte populaire puis assassiné, Kasztner est tombé dans l'oubli. Le mémorial de la Shoah à Jérusalem Yad Vashem n'accorde pas la place qu'il mérite au train qui porte son nom et sauva 1 684 Juifs de Hongrie. Faible consolation, après une bataille menée par la famille, dont sa petite-fille, Mme Merav Michaeli (cheffe du Parti travailliste jusqu'en décembre dernier, féministe, militant pour la séparation entre la religion et l'État), le mémorial a accepté les archives de Kasztner. Aucune rue, aucune institution ne porte son nom en Israël. À ce jour, les archives contenant la preuve que Kasztner avait agi en accord avec l'Agence juive, qui représenta jusqu'à la création de l'État d'Israël l'establishment juif en Palestine, restent inaccessibles. Au nom du secret-défense.

En définitive, le procès Kasztner aura été celui du Parti travailliste, dernier avatar du sionisme de gauche. Löb y voit l'amorce d'une droitisation de la société et de l'État israéliens.

Sonia COMBE, historienne (Monde diplomatique, mars 2024)

(1) Ladislaus Löb, *L'Affaire Kasztner. Le Juif qui négocia avec Eichmann,* André Versaille éditeur, 2013. Sauf mention contraire, les citations sont tirées de cet ouvrage.

(2) NDLR. Cet épisode dramatique sert de toile de fond au film *La Zone d'intérêt,* de Jonathan Glazer (2024).

(3) Organisation sioniste chargée de faciliter l'émigration des Juifs en Palestine et qui, jusqu'à la création d'Israël, dirige de fait la population juive sur place.

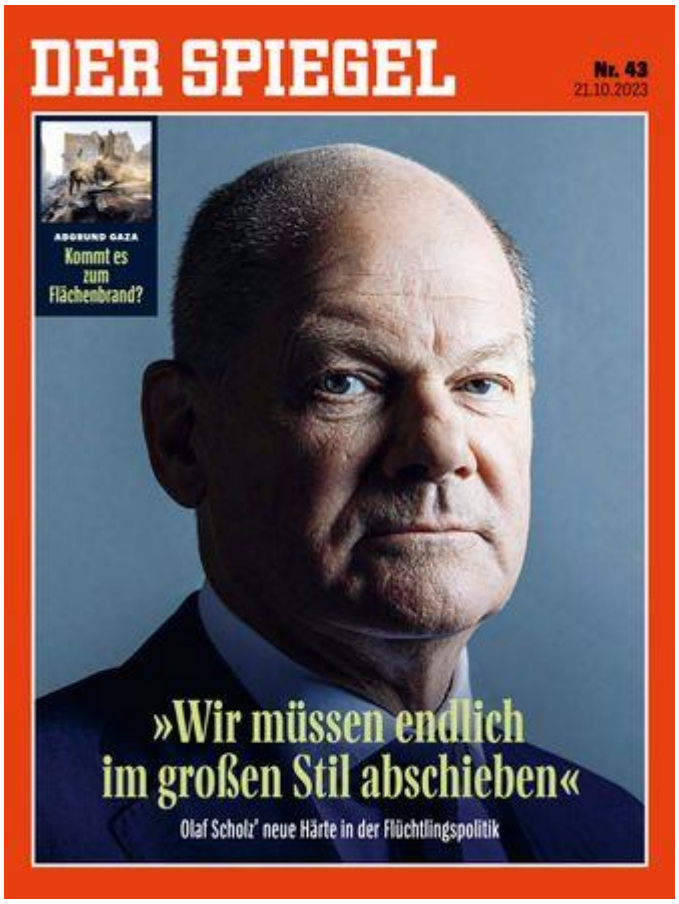
(4) Tivadar Soros, *Masquerade. Dancing Around Death in Nazi-Occupied Hungary,* traduit de l'espéranto, Arcade Publishing, New York, 2000.

(5) RezsÖ *Kasztner, Der Kasztner-Bericht über Eichmanns Menschenhandel in Ungarn,* Kindler, Munich, 1961.

(6) Frédérique Leichter-Flack, *Le Laboratoire des cas de conscience,* Flammarion, Paris, 2012.

(7) *Killing Kasztner,* de Gaylen Ross (2008), a été diffusé en avril 2012 en France sous le titre *Le Juif qui négocia avec les nazis.*

(8) Yoram Leker, *L'Âme au diable,* Éditions Viviane Hamy, Paris, 2021.



Couverture de magazine allemand Der Spiegel : Une du 21 octobre 2023

Les Allemands luttent contre l'extrême droite, nous devons faire front avec eux

Les révélations du média allemand Correctiv sur une réunion secrète entre des cadres de l'AfD et des membres de la droite et des milieux néonazis ont déclenché une vague de manifestations outre-Rhin. Certains demandent l'interdiction du parti.

Des mobilisations sont prévues ce samedi dans toute l'Allemagne contre l'extrême droite (voir la carte du journal la *Taz*). Le week-end dernier déjà, plus d'1,4 million de personnes se sont rassemblées dans les rues des grandes villes d'Allemagne pour protester contre le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD). Ces rassemblements massifs ont eu lieu après une publication du média indépendant allemand *Correctiv* – dont nous parlions dans notre précédente newsletter – qui racontait dans le détail une réunion secrète entre des cadres du parti et des personnalités issues de l'ultradroite et de milieux néonazis. Leur but ? Préparer la « remigration » des demandeurs d'asile, des étrangers avec un permis de séjour et des citoyens allemands issus de l'immigration. Et la réunion xénophobe n'était pas un cas isolé. Cette rencontre n'aurait été qu'une parmi d'autres.

Dans les rues de Cologne, les manifestants arrivés par milliers ont été en si grand nombre que le tracé de la marche a dû être modifié, raconte le journal allemand la *Taz*. Un déferlement similaire a eu lieu dans d'autres villes du pays. Dans la foule, les drapeaux européens et LGBTQI+ se sont mêlés aux pancartes – « Échangeons les racistes contre des réfugiés » – et banderoles qui demandent l'interdiction du parti.

L'extrême droite ne se dédiabolise pas seule

Après la révélation, l'heure est aux comptes, raconte *Correctiv* dans un article sur les conséquences de son enquête et l'inquiétude des personnes issues de l'immigration dans le pays : *« De nombreuses personnes issues*

de l'immigration soulignent à quel point elles se sont senties abandonnées par le chancelier Olaf Scholz (SPD) et le président du parti CDU Friedrich Merz au cours des derniers mois. Elles citent régulièrement la une du Spiegel avec la citation de Scholz « Nous devons expulser massivement » et la fausse déclaration de Merz selon laquelle les immigrés priveraient les Allemands de rendez-vous chez le dentiste. Tous deux ont ainsi attisé le ressentiment et ouvert la voie à l'AfD. » L'extrême droite ne se dédiabolise pas seule.

« L'Allemagne a longtemps été unique dans la politique européenne dans la mesure où sa plus haute instance politique a longtemps été dépourvue de représentation de droite et d'extrême droite. L'AfD a changé la donne », rappelait en 2021 le média suédois *Expo*, spécialiste de l'extrême droite (nous lui consacrions le portrait de « Chez les Indés International » en novembre dernier). Depuis la création de l'AfD, écrit le média suédois, *« l'orientation de plus en plus nationaliste et xénophobe du parti est restée ferme »*. C'est pour cela qu'aujourd'hui, certains appellent à son interdiction pure et simple.
Quelques jours seulement après les mobilisations en Allemagne, le 23 janvier, le tribunal constitutionnel allemand a suspendu les financements publics d'un petit parti néonazi « Die Heimat » (anciennement NPD). Car ses idées racistes, antisémites et antidémocratiques sont considérées comme anticonstitutionnelles. *« En théorie, cet instrument est donc également disponible contre l'AfD »*, soulève la *Taz*. En effet, poursuit le média, *« l'inconstitutionnalité dépend non seulement du parti et des programmes électoraux d'un parti, mais également des "véritables objectifs" du parti »*.

S'unir au-delà des frontières

Dans un éditorial publié par *EU Observer*, le directeur de Democracy Reporting International, une ONG basée à Berlin, écrit : *« L'importance de cette mobilisation ne peut être surestimée. Les partis autoritaires ont accédé au pouvoir dans de nombreux pays de manière furtive, se faisant passer pour des partis conservateurs et démocratiques. Lorsqu'ils montrent leur visage autoritaire, les gens commencent à protester – souvent trop tard. Les manifestations allemandes ont un caractère plus préventif. Ils détruisent le récit d'une mythique majorité silencieuse qui soutiendrait la montée inexorable de l'extrême droite. C'est important. Le sentiment d'inévitabilité est une force politique puissante. »*
Dans le média en ligne tchèque *Deník Referendum*, le journaliste Jan Sicha loue la confiance des Allemands dans les révélations des journalistes et le fait *« que les manifestations se soient déroulées sans ambiguïté »*. Il conclut : *« Il est dans l'intérêt vital des Tchèques de soutenir les démocrates allemands. »* On pourrait en tirer les mêmes conclusions pour la France. S'unir ensemble contre l'extrême droite au-delà des frontières nécessite des informations fiables, des enquêtes de terrain, mais aussi d'y avoir accès. « Chez les indés International », nous l'espérons, participe à cela.

Emma BOUGEROL (Basta !)

Photo de une : Manifestation du 21 janvier 2024, à Berlin CC BY-NC-ND 2.0 Deed Chris Grodotzki / Campact via Flickr

Au tribunal, ils n'ont rien assumé

La Mezza Lyon : groupe de hooligans néonazis en procès et menacé de dissolution

La Mezza est un groupe hooligan d'extrême droite. Le 29 octobre dernier ses membres ont fait des saluts nazis à Marseille. Ils passaient au tribunal ce mardi et sont selon les informations de StreetPress dans le viseur du renseignement français.

Marseille (13), palais de justice – Les journalistes tentent de filmer les quatre hommes entrés dans la salle. Parmi eux, deux prévenus de la Mezza, un groupe hooligan lyonnais, et deux soutiens. Immédiatement s'ensuit une scène cocasse : les quatre hommes trapus se mettent dans un coin, tournent dos à la caméra et fixent le mur pendant une petite minute. Timides, la Mezza Lyon ? Ils savent pourtant se faire remarquer. Le 29 octobre dernier, lors du match de football OM-OL (Olympique de Marseille – Olympique Lyonnais), des dizaines de lyonnais ont fait des saluts nazis ainsi que des cris et mimiques de singes.
Sur les 584 supporters lyonnais qu'il y avait dans le parcage visiteur du Vélodrome ce soir-là, les enquêteurs identifient Eymeric R. et Guillaume P., membres de la Mezza. Ils comparaissent ce 16 janvier 2024 pour « provocation publique à la haine ou à la violence » et « introduction ou port dans une enceinte sportive d'objet incitant à la haine ou la discrimination ». Le premier, roux moustachu de 33 ans au pull blanc, a reconnu un salut nazi. Le second, brun à lunettes, a exhibé le drapeau de la Mezza : une carte de France avec un Guignol – en référence à Lyon – qui tient une batte de baseball et un blason qui serait un « détournement » de l'emblème de la division Charlemagne, les SS français, selon l'Équipe. Depuis sa création en 2006, le groupe d'une vingtaine de hooligans véhicule une imagerie néonazie et violente. Mais au tribunal, les deux hommes dépeignent la Mezza comme une « bande de copains », « pas politique et raciale ». *Selon une note des services de renseignements que StreetPress s'est procurée, le ministère de l'Intérieur envisage très sérieusement de demander la dissolution* du groupe hooligan et travaille activement dans ce sens.

Tic et Tac

Les échanges se sont concentrés sur les deux trentenaires, bien insérés dans la société. Ils se sont connus il y a plus de 15 ans. Leurs enfants ont grandi ensemble et ils ont été témoins du mariage de l'autre. Cette grande proximité leur vaut le surnom de « Tic et Tac » auprès des enquêteurs, en référence aux rongeurs de Disney. Guillaume P. est responsable technique et chef de projet de rénovation de golf tandis qu'Eymeric R. est responsable adjoint d'une équipe de recouvrement d'huissier. *Ce dernier n'a reconnu le salut nazi qu'à la fin de sa garde à vue.* Il nie être un habitué de ce genre de geste et dit avoir « réagi à des provocations » dans un contexte « d'extrême tension ». Après le caillassage du car où ils se trouvaient, son geste serait un « agacement ». « Je ne me reconnais pas du tout. J'étais dans une bulle. J'ai honte, ce n'est pas moi », lance-t-il, sans trop convaincre. « Vous faites souvent un salut nazi quand vous êtes agacés ? On a l'impression que c'est un point de détail », l'attaque l'avocat de la Licra.
Quant à Guillaume P., le rapport d'enquête liste tous les moments où il essaie de se soustraire à la surveillance des caméras : quand il change de cagoule, enlève son pull, modifie sa tenue aux toilettes… Selon l'Équipe, ils vont même jusqu'à « ramper sous les gradins pour échapper aux caméras ». Mais pour l'homme de 34 ans, tout ceci n'est qu'un pur hasard, il n'a pas voulu cacher son identité.

Succession de hasards

Face à la juge et aux avocats des nombreuses parties civiles – SOS Racisme, l'OL, l'OM, la Licra, Sportitude et la LFP – les deux comparses se cherchent des excuses. Sur le drapeau Mezza Lyon affiché au Vélodrome, les enquêteurs *ont trouvé un logo qui reprendrait le blason des SS français de la division Charlemagne*. Guillaume P. a l'explication : le groupe aurait fait travailler une société pour la confection à partir du blason de la ville du Rhône. « Ils ont proposé plusieurs maquettes, on a choisi celle-là, rien ne nous choque », ose-t-il. Le procureur tance : « C'est une sacrée coïncidence que l'imprimeur que vous choisissez propose ça. Vu les faits qu'on vous reproche et pour lesquels vous êtes poursuivis, c'est pas de chance ! »

Un autre drapeau de la Mezza comporte une Totenkopf, une tête de mort et insigne de la 3e division SS. Dans les années 2010, l'étendard a même été posé sur la tombe du leader fasciste italien Benito Mussolini. Mais là encore, Eymeric R. et Guillaume P. tombent des nues. « Je n'y ai jamais été », dit le premier. « Je l'ai vu sur internet, comme tout le monde », jure le deuxième. *À les entendre, le drapeau ne serait même pas le leur.* « Il y a d'autres Mezza Lyon ? » finit par demander la magistrate, dubitative. « On va souvent au stade depuis 17 ans, d'autres gens peuvent être autour de nous et s'en revendiquer. Mais nous, on n'a rien à voir », assure Guillaume P.
Même histoire quand magistrats et avocats les interrogent sur une condamnation datant de 2012. À l'époque, le duo est condamné pour avoir commis des dégradations dans un local des Magic Fans, des supporters stéphanois et rivaux des Lyonnais. En plus de voler la bâche, *un tag de croix gammée aurait été retrouvé.* Là encore, Eymeric R. et Guillaume P. évoquent un « acte isolé » et ne l'auraient su qu'au moment du procès. Une photo après le « casse » retrouvé par StreetPress montre pourtant la petite équipée. Deux Mezza y font un salut nazi.

Des hooligans violents

Le procès n'a pas permis de mettre en lumière toutes les activités de la Mezza. Aucune question n'a été posée sur leur pratique des combats hooligans organisés, que StreetPress a pu documenter au fil de ces enquêtes. Ou sur l'agressivité générale de leurs membres. Guillaume P. a par exemple été condamné pour des violences en réunion en 2014. « Une bagarre dans un bar », évacue-t-il face aux questions de la présidente. L'affaire était pourtant plus grave : cinq hommes dont Guillaume P. avait agressé deux jeunes militants d'extrême gauche de 16 et 17 ans. Ils avaient reçu chacun un coup de couteau dans le dos. Quant à Eymeric R., il a également été condamné en avril 2023 pour « violences aggravées en réunion » en état d'ivresse. « Une affaire après le travail. J'ai reçu un coup avec une arme, je me suis défendu », assure-t-il.

Une des seules fois où les activités du groupe ont été évoquées, c'est pour vanter leur « rapport de confiance » avec l'Olympique Lyonnais. « On communique très bien », a assuré Guillaume P. Via l'avocat du club, l'OL soutient pourtant *ne « jamais » échanger* avec eux :
« La Mezza Lyon n'est pas reconnue. Il est formellement interdit de mettre leurs étendards dans le stade. »
Après quelques heures d'audiences et de plaidoiries, le procureur requiert t*rois mois d'emprisonnement ferme avec bracelet électronique* et trois ans d'interdiction de stade pour les deux supporters. Il a également demandé pour Eymeric R., l'auteur du salut nazi, une révocation du sursis des huit mois de prison de sa peine précédente. Le délibéré sera rendu le 12 mars prochain.

Christophe-Cécil GARNIERN 17/01/2024

https://www.streetpress.com/sujet/1705490134-mezza-lyon-groupe-hooligans-neonazis-proces-om-ol-dissolution-darmanin

Antisémitisme. L'extrême droite blanchie par son soutien à Israël

De gauche à droite, dans la manifestation du 12 novembre contre l'antisémitisme, trois membres importants du parti d'extrême droite français Rassemblement national (RN) : Sébastien Chenu et Marine Le Pen (députés), et Jordan Bardella (président du RN). Geoffroy Van der Hasselt/AFP

La scène aurait été impensable il n'y a pas si longtemps : des députés et des partisans de l'extrême droite, pour certains compagnons de route du Groupe union défense (GUD), défilant aux côtés de groupes extrémistes juifs comme la Ligue de défense juive (LDJ) et le Bétar, dans la « marche contre l'antisémitisme » du 12 novembre à Paris. Au même moment, une partie de la gauche, qui a accepté de servir de caution à cette manifestation, se faisait huer.

En quelques semaines, les autorités françaises, aidées par nombre de forces politiques et de médias, ont levé le dernier obstacle à la « normalisation » de l'extrême droite dans l'espace politique, en tolérant, voire en se félicitant de la participation du Rassemblement national (RN) et de Reconquête à la marche du 12 novembre contre l'antisémitisme. La haine des Juifs n'est donc plus liée aux héritiers du Front national – parti cofondé par un ancien Waffen SS – qui continuent à affirmer que Jean-Marie Le Pen n'est pas antisémite.

Cet antisémitisme n'aurait aucun lien non plus avec Reconquête, dont le dirigeant Éric Zemmour va répétant, malgré ses condamnations, que le maréchal Pétain aurait « sauvé les juifs français ». Désormais, ce racisme se manifesterait notamment par « la désertion de la France insoumise » selon Dov Alfon, directeur de *Libération*, pour qui « la participation du Rassemblement national à la marche civique » serait simplement « gênante » (*sic*). Et pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, des participants à cette marche ont, contrairement à ce qu'ont affirmé nombre de médias, arboré des drapeaux israéliens, entérinant ainsi la confusion – trop fréquente, trop systématique, trop dangereuse – entre Israël et les juifs. Un geste qui s'inscrit dans la droite ligne de la volonté déjà affichée par le président Emmanuel Macron en juillet 2017, lors de la commémoration de la Rafle du Vel' d'Hiv' aux côtés de Benyamin Netanyahou, de faire d'Israël le dépositaire de la lutte contre l'antisémitisme à travers le monde.

Des Juifs ? Non, des Israéliens

Car l'exemple est venu de haut. Le gouvernement d'Emmanuel Macron, celui-là même qui affirmait que Philippe Pétain fut « un grand soldat », souhaitait commémorer la naissance de Charles Maurras, défenseur de l'antisémitisme d'État. Quant au ministre de l'intérieur Gérald Darmanin, il a écrit un livre pour expliquer que Napoléon Bonaparte « s'intéressa à régler les difficultés touchant à la présence de dizaines de milliers de Juifs en France. Certains d'entre eux pratiquaient l'usure et faisaient naître troubles et réclamations » (1).

Pour le RN, le processus de blanchiment a commencé en 2011 : Marine Le Pen affirmait alors le soutien de son parti à Israël, tandis que Louis Aliot, son compagnon et numéro 2 de ce qui s'appelait encore le Front national, se rendait à Tel-Aviv et dans les colonies pour tenter d'y séduire l'électorat français. De quoi faire oublier l'ardoise du père et rassurer les autorités israéliennes qui, depuis plusieurs années, ne cachent pas leurs accointances avec ces sionistes antisémites, dont le populiste hongrois Victor Orban est un des chefs de file. Récemment, Israël a ouvert un dialogue avec le parti Alliance pour l'unité des Roumains, qui glorifie Ion Antonescu, le leader du pays pendant la seconde guerre mondiale. Il avait collaboré avec les nazis et porte la responsabilité de la mort de 400 000 juifs (2). De l'Autriche à la Pologne, Netanyahou ne compte plus ses alliés d'extrême droite, néofascistes, souvent négationnistes, voire nostalgiques du IIIe Reich.

La classe dirigeante israélienne ne fait en réalité que perpétuer ainsi une tradition qui remonte au temps des pères fondateurs du sionisme : trouver dans les antisémites européens des alliés à leur entreprise, et qui se prolonge à la faveur de la « convergence coloniale ». L'universitaire israélien Benjamin Beit-Hallahmi écrivait, à propos de l'alliance entre son pays et l'Afrique du Sud de l'apartheid dans les années 1960 - 1980, dont le parti au pouvoir depuis 1948 avait eu des sympathies pour l'Allemagne nazie :
« On peut détester les Juifs et aimer les Israéliens, parce que, quelque part, les Israéliens ne sont pas juifs. Les Israéliens sont des colons et des combattants, comme les Afrikaners (3) ».
Ainsi, trouver des accommodements avec l'antisémitisme européen est depuis longtemps le choix des dirigeants israéliens qui ne s'intéressent à la lutte contre ce racisme que pour faire taire les critiques de leur gouvernement, à l'image de Netanyahou qui qualifie d'« antisémite » toute velléité de la Cour pénale internationale (CPI) ou de l'ONU d'enquêter sur les crimes de guerre commis par l'armée israélienne. Le journaliste Amir Tibon de *Haaretz* raconte à quel point cette alliance « est une priorité des forces religieuses de droite en Israël, qui proposent aux nationalistes européens un marché : Israël vous donnera un sceau d'approbation (certains l'ont cyniquement décrit comme un "certificat casher"), et en retour vous soutiendrez les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée » (4). On retrouve la même stratégie à l'égard des États-Unis, quand Netanyahou ferme les yeux sur l'entourage antisémite de Donald Trump, sur l'idéologie des fondamentalistes chrétiens – le lobby pro-israélien le plus puissant à Washington qui le soutient, ou quand il reçoit le patron de X (ex-Twitter) Elon Musk à Jérusalem, quelques jours après avoir cautionné un tweet antisémite de ce dernier. Si le milliardaire étasunien s'est finalement excusé, sa plateforme a vu augmenter de 60 % les tweets antisémites depuis qu'il en a pris le contrôle.

La Palestine comme catalyseur

C'est précisément autour de la « convergence coloniale » que s'articule le « nouvel antisémitisme » contre lequel marchent, côte à côte, les partis dits républicains et ceux de l'extrême droite. Ses deux cibles ? La gauche décoloniale d'une part, celle qui refuse la hiérarchie des racismes, qui n'en dénonce pas un (l'antisémitisme) pour nier l'existence de l'autre (l'islamophobie), et les musulmans dans leur ensemble, qu'on appelait hier encore « les Arabes », et dont les aînés marchaient il y a 40 ans déjà contre le racisme d'État. Cette gauche qui a refusé de blanchir le RN est diabolisée, qualifiée d'antisémite à la moindre critique contre Israël, tandis que le ministre de l'intérieur interdit à plusieurs reprises aux soutiens des victimes palestiniennes de manifester ou de se rassembler, au nom de la lutte contre l'antisémitisme, avant d'être rappelé à l'ordre par les tribunaux.

C'est que les Israéliens comme les dirigeants d'extrême droite européens perçoivent les musulmans comme l'ennemi principal. Le génocide en cours à Gaza sert de catalyseur à cette stratégie. Autour de la défense d'Israël se rencontrent la fachosphère et les soutiens de cet État, tous deux mobilisant l'imaginaire de la « guerre de civilisations » à l'œuvre depuis le 11 septembre 2001. Aux déclarations belliqueuses et eschatologiques de Netanyahou, parlant d'une bataille du « peuple de la lumière » contre « le peuple des ténèbres » répondent en écho les propos de Gilles-William Goldnadel dans *Le Figaro* évoquant « la bataille finale » entre « l'être occidental, sa culture paisible et démocratique » et « l'Orient ». Entre la réalité coloniale en Palestine occupée et celle, fantasmée, d'un « ensauvagement » des banlieues (musulmanes, évidemment) dont « les petits blancs » seraient les premières victimes, il n'y a qu'un pas, qu'une partie de plus en plus large de la classe politique franchit allègrement. Des parallèles que relève le journaliste Daniel Schneidermann dans un tweet du 30 novembre :
« Civilisés contre barbares : j'ai parfois l'impression qu'on me raconte des histoires comparables quand on me parle de Gaza et quand on me parle de Crépol (5) ».
C'est ainsi que le sénateur Stéphane Ravier, membre de Reconquête, peut déclarer au Sénat le 11 octobre lors d'une séance de questions au gouvernement :
« Ces Frères musulmans qui vivent parmi nous à cause de la folle politique d'immigration que vous tous avez soutenue ici, mes chers collègues, par faiblesse ou par conviction, il faut les traiter comme en Israël : par une réplique radicale et impitoyable ».
Ainsi, l'ennemi intérieur est là, hier juif, aujourd'hui musulman. Gagné lui aussi par la rhétorique électoraliste de l'extrême droite, le gouvernement français a décidé de faire de la lutte contre l'immigration sa « grande cause », et tente désespérément d'obtenir le soutien des Républicains que rien ne sépare, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, du Rassemblement national. « Aujourd'hui, il y a une volonté d'accord », a déclaré à ce propos la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet. Depuis son arrivée à la présidence, Macron a transformé – ou plutôt poursuivi la transformation – de la laïcité de 1905 en laïcité punitive contre les

musulmans. Il a agité le spectre du séparatisme en faisant tout pour que les musulmans français ne se sentent pas chez eux sur notre territoire. Si les actes antisémites ont été, à juste titre, dénoncés, aucune parole publique ne s'est élevée contre le déferlement de propos ouvertement arabophobes et islamophobes, voire les incitations au meurtre et à la violence, sur les chaînes de télévision et sur les réseaux sociaux, y compris contre des journalistes musulmans.
Ce deux poids deux mesures, l'immobilisme de la France et de l'Union européenne devant le génocide en cours à Gaza et le déchaînement de violence islamophobe institutionnelle n'auront qu'une conséquence : creuser le fossé de plus en plus large non seulement entre les pays du Nord et du Sud – et notamment entre la France et le Maghreb –, rendant performatif le discours du « choc des civilisations », mais également au sein même de nos sociétés. La stigmatisation permanente d'une partie de nos concitoyens et des immigrés, en plus du musellement de toute voix critique à l'encontre de Tel-Aviv n'auront qu'un seul effet : nourrir une colère qui se transformera en haine, et viendra s'abattre aveuglément dans les rues de nos villes.

Alain GRESH
Spécialiste du Proche-Orient, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *De quoi la Palestine est-elle le nom ?*
Sarra GRIRA
Journaliste, rédactrice en chef d'Orient XXI.

URL de cet article 39227 : https://www.legrandsoir.info/antisemitisme-l-extreme-droite-blanchie-par-son-soutien-a-israel-39227.html